



GENERATION HUMANITAIRE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012





ÉDITORIAL

En 2014, Triangle Génération Humanitaire fêtera ses 20 ans d'existence. Même si ce chiffre n'est que symbolique, il incite à regarder le chemin parcouru.

Beaucoup de changements se sont produits au cours de ces 20 années. L'environnement dans lequel se déroulent nos missions a été profondément bouleversé et nous devons le prendre en compte dans toutes ses dimensions.

Les évolutions géopolitiques et le caractère changeant des conflits mettent à mal les principes fondateurs de l'action humanitaire et impliquent notamment de nouveaux risques sur les terrains d'opération. Nous devons en permanence travailler sur nos outils et nos méthodes pour intégrer ces nouveaux dangers et préserver nos équipes.

La crise économique n'épargne pas non plus notre secteur et les financements que nous recevons, essentiellement constitués de fonds publics, prennent de moins en moins en compte nos frais de structure, pourtant indissociables de l'action et garants de la qualité des programmes réalisés. Les exigences grandissantes de nos bailleurs combinées à une diminution des budgets de fonctionnement constituent une équation bien difficile à résoudre. Là encore, une longue réflexion s'est imposée, qui nous a amenés à définir une stratégie d'approche du secteur privé dans une perspective de diversification et de renforcement de nos ressources.

Ce qui n'a pas changé, en revanche, c'est notre volonté d'apporter un soutien aux populations en souffrance, de faire face aux urgences, mais surtout de mettre en place des solutions pérennes. Construire nos actions en maintenant cette ligne directrice impose des adaptations permanentes à des conditions nouvelles. Au fil du temps, l'expertise de notre pôle technique s'est développée, affinée, perfectionnée. Nous avons su de mieux en mieux construire les partenariats qui conditionnent la continuité des projets mis en place, que ce soit directement avec les personnes bénéficiaires de l'action ou avec les autorités locales ou nationales. Nous avons acquis une légitimité qui est à présent reconnue, par nos financeurs tout d'abord, mais aussi, comme celle d'autres ONG, par l'État français, au travers de la Coordination Humanitaire et Développement. Cette coordination regroupe une vingtaine des principales associations françaises de solidarité internationale, et a vocation d'affirmer leur spécificité sur le développement, l'action humanitaire d'urgence et la reconstruction, d'encourager la coordination des acteurs de terrain et de représenter ces organisations auprès des partenaires publics et privés.

Toutes ces réflexions que nous menons pour nous adapter à un environnement changeant et complexe nourrissent notre expérience et nos compétences. En fin de compte, Triangle G H doit sa longévité à sa volonté de développer ses actions en préservant les fondations sur lesquelles elle s'est construite, mais aussi en s'adaptant en permanence à l'évolution du contexte. Elle y parvient grâce à l'engagement de chacune des personnes qui accompagnent son parcours.

C'est pourquoi nous avons choisi cette année, plutôt que de nous limiter à une liste des programmes réalisés ou en cours, d'évoquer dans ce rapport tous ces aspects, qui sont à la fois notre histoire et notre quotidien.

■ Christian Lombard & Patrick Verbruggen / directeurs



SOMMAIRE

conception graphique
nathalie navarre graphiste
+33 [0]4 78 28 55 44
n.navarre@wanadoo.fr

iconographie
Nicolas Malaize, Inti Marconato,
Romain Sztark, Eric Martin, Sébastien Naissant,
Pierre Perrault, Valentina Di Grazzia,
Bénédicte de la Taille, Charles Lesage,
Corinne Chadefaux, Thomas Boudant, Hanane Kabli,
Nicolas Loncle, Joël Terville, Félicie Monneret,
Baptiste Reverdit, Alice Lecocq, Kim Chang Il,
Maï Moussa, Kim Man Jin, Olivier Leconte,
Ivan Deret, Mehdi Bouaziz, Quentin Rouveirrolles,
Anne Barthes, Leslie Levassort, Stéphane Vengut,
Olivier Courbet, Ivan Deret, Remi Nègre

relecture et corrections
scarabeo . contact@scarabeo.fr
<http://scarabeo.fr>

traduction . anouk matéo
anouk_mateo@yahoo.com
www.annlou-traduction.com

impression
recto verso repro . 69210 lentilly
document imprimé
sur du papier 100% recyclé
et issu de forêts
gérées durablement

Acteur d'une solidarité durable et partagée	5
2012 en quelques mots et chiffres clés	6
Nos métiers, notre expertise	7
Le partage des compétences	22
La sécurité des travailleurs humanitaires	27
Les programmes en cours en 2012	30
Les faits qui ont marqué l'année	37
L'équipe lyonnaise et le conseil d'administration	39
Perspectives 2013	40
Les partenariats privés	42
Coordination Humanitaire et Développement	43
Origine et emplois des ressources	44



“ Acteur d’une solidarité durable et partagée ”

Née en 1994 d’une volonté de développer une expertise transversale et pérenne, Triangle G H, association de solidarité internationale, élabore et met en œuvre des programmes d’urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l’eau, de l’hygiène et de l’assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du psychosocial.

En 2012, ses équipes engagées sont présentes dans 11 pays et gèrent 35 programmes grâce à des partenariats publics durables avec les principaux bailleurs internationaux.

Les nombreux programmes réalisés dans différents pays apportent un soutien direct ou indirect à plusieurs centaines de milliers de personnes, au travers d’interventions caractérisées par une approche globale de l’aide humanitaire intégrant urgence, réhabilitation, développement et démarche environnementale.

Fondée sur des valeurs communes d’écoute et de réactivité, lieu de vie et d’expression des engagements personnels, des savoir-faire et de leur partage, Triangle G H revendique “taille humaine”, professionnalisme et pragmatisme, en valorisant la notion d’association au sens de **“personnes qui mettent en commun leurs activités dans un autre but que le partage de bénéfices”**.

L’association est moteur de projets qu’elle élabore avec des partenaires nationaux en identifiant et en mobilisant les ressources et les compétences locales pour apporter des réponses concrètes aux situations inacceptables des populations en souffrance, participer à la lutte contre la pauvreté et pour l’intégration sociale, soutenir sans discrimination d’aucune sorte les groupes de personnes victimes de conflits, de catastrophes naturelles ou de tout type de situation

les plongeant dans la précarité. Son approche vise à répondre au plus près des besoins exprimés, et tend vers l’autonomie des groupes de personnes aidées. Administrée par un Conseil élu, l’association agit en totale indépendance. Son financement étant en grande partie assuré par des institutions internationales, elle est régulièrement soumise aux audits des organisations qui la financent, et a prouvé sa capacité à gérer des fonds publics permettant d’inscrire l’action dans la durée. Elle s’oriente néanmoins vers une recherche active de partenariats privés (entreprises, fondations d’entreprises...). ■



“ 2012, en quelques mots et chiffres clés ”

72 salariés de droit français, dont 55 expatriés

488 collaborateurs recrutés dans leur pays d'origine

11 millions d'euros de budget

Des équipes présentes dans **11 pays**

35 programmes conduits simultanément

93 % des ressources affectées directement aux actions sur le terrain

23 partenaires **baillleurs de fonds**
et **11 partenaires opérationnels**

L'association est membre de la Coordination Humanitaire et Développement (CHD) et de VOICE (Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies). Elle est signataire du Contrat Cadre de Partenariat avec le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et de l'accord de partenariat opérationnel (FAOP) avec l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

6





NOS MÉTIERS NOTRE EXPERTISE



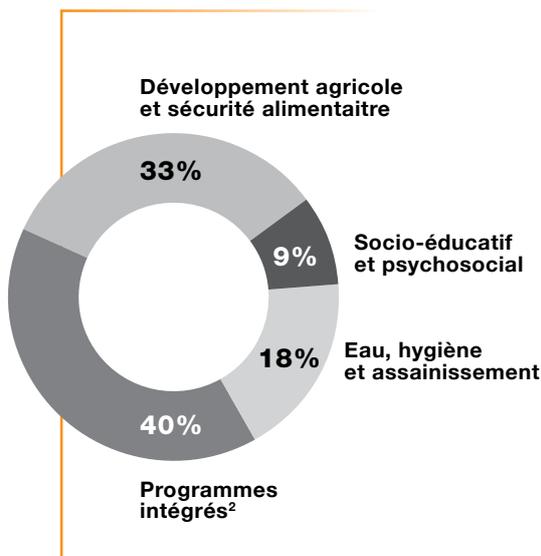
Pôle technique

Triangle Génération Humanitaire est une organisation de solidarité internationale qui intègre dans ses programmes une réponse spécialisée lors de situations nécessitant une assistance humanitaire, de reconstruction, ou encore de développement.

Au sein de son approche généraliste, le moteur de son action est un fonctionnement professionnel et fortement interactif qui inclut plusieurs domaines d'expertise :

- **Sécurité alimentaire et développement rural,**
- **Socio-éducatif et psychosocial**
- **Eau, hygiène, et assainissement,**
- **Génie civil et construction.**

Répartition par secteurs¹



L'approche progressive « Assistance humanitaire–reconstruction–développement » implique le passage d'une activité d'assistance après une catastrophe d'origine naturelle ou anthropique à un accompagnement participatif pour un développement durable, en passant par une phase intermédiaire dite de reconstruction. Il s'agit donc d'une diminution progressive de l'assistance directe, compensée par une participation croissante des acteurs locaux à tous les stades du projet. Triangle GH a pour objectif principal la continuité ou la réplication des actions par les acteurs nationaux. Ils deviennent ainsi protagonistes de leur propre changement, forces de proposition ou d'action, et sont capables de chercher des financements pour faire fonctionner leurs structures, construire et mettre en place des programmes, les suivre et les améliorer, remplaçant peu à peu la nécessité d'intervention exogène par des solutions strictement endogènes. Le triangle de Triangle GH représente cette compétence d'intervenir avec la même exigence de qualité sur les différents degrés de réponse humanitaire, de la crise aiguë à la situation de déficit économique conjoncturel lié à un faible développement structurel.

L'association dispose d'un pôle technique composé de 4 conseillers techniques, chacun responsable d'un aspect de l'expertise globale de Triangle Génération Humanitaire, dont les principales fonctions sont :

- **Étude, expertise et évaluation,**
- **Stratégie et mise en œuvre,**
- **Transfert de compétences aux acteurs locaux,**
- **Création d'outils méthodologiques et mise en place de formations,**
- **Activation et développement d'un réseau interprofessionnel,**
- **Mise à jour continue des bibliothèques techniques et capitalisation de l'expérience.**

¹ • Génie civil et construction sont intégrés dans les programmes développement agricole et sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement.

² • Ces programmes intègrent au moins deux composantes du pôle technique.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE & DÉVELOPPEMENT RURAL

De l'assistance alimentaire au développement agricole

En 2012, l'insécurité alimentaire continue d'affecter un nombre important de personnes : 12,5% de la population mondiale (soit 870 millions de personnes) sont sous-alimentées, et la plupart d'entre elles (850 millions) vivent dans un pays en développement. Cette situation résulte parfois d'une instabilité politique, parfois d'une catastrophe naturelle, mais elle est le plus souvent simplement la conséquence de la pauvreté des ménages.

Afin de répondre au plus près des besoins auxquels font face les populations en situation d'insécurité alimentaire, Triangle G H a mis en place en 2012 des projets **d'assistance alimentaire** (dans les zones de conflit ou durant des périodes critiques de pénurie alimentaire), des actions de **relance de la production** agricole (suite à des catastrophes naturelles ou autres chocs ponctuels), ou des programmes de plus long terme visant une **réduction de la pauvreté, une croissance durable de la production agricole** et une amélioration pérenne de la sécurité alimentaire pour les populations concernées.

Dans le but de répondre à la fois aux besoins alimentaires les plus urgents, de tendre vers l'autonomie des populations aidées et d'assurer la pérennité des améliorations, les activités menées par Triangle G H se sont organisées autour de 4 thématiques :

- La satisfaction des besoins vitaux par des distributions alimentaires ou des interventions sur les moyens de production

- L'autonomie des ménages à travers un soutien à l'agriculture paysanne
- La gestion des ressources naturelles en encourageant les pratiques agro-écologiques
- La valorisation des productions par le renforcement des organisations paysannes.

Assistance humanitaire, reconstruction et développement en République Centrafricaine

Assistance humanitaire dans le nord-est du pays

La Vakaga est une région isolée du nord-est du pays, traditionnellement négligée et mal contrôlée par le gouvernement, souffrant d'une forte instabilité politique et sécuritaire, et dont la production agricole est structurellement insuffisante. Depuis plusieurs années, Triangle G H fournit semences et outils afin d'aider progressivement à combler ce déficit, et distribue des produits alimentaires de base aux plus vulnérables pendant les périodes à risque.

Réinsertion des populations soudanaises réfugiées

L'impossibilité d'assurer la sécurité des réfugiés du conflit du Darfour dans le nord-est du pays a imposé le déplacement du camp vers Bambari (centre du pays). Ici, Triangle G H œuvre pour relancer l'activité économique et artisanale afin d'autonomiser les populations.

Développement agricole dans les villages de la Ouaka

En parallèle de programmes d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'éducation, Triangle G H vise à assurer une amélioration durable des conditions de vie des populations par des formations techniques, l'amélioration des moyens de production et un appui aux organisations collectives existantes.

NOURRIR la satisfaction des besoins vitaux

Dans les contextes de crise ou post-crise, la satisfaction des besoins vitaux - au premier rang desquels l'alimentation - représente une réelle difficulté. Triangle G H s'efforce de la résoudre en distribuant directement de la nourriture, ou en donnant aux personnes aidées les moyens d'en produire.



Distribution de semences en Vakaga, République Centrafricaine

Dans la région du Darfour au **Soudan**, comme dans le nord-est de la **République Centrafricaine**, dans des régions enclavées et souffrant d'un contexte sécuritaire volatile, les populations éprouvent des difficultés à s'approvisionner suffisamment en nourriture. La distribution de moyens de production, semences, outils et produits vétérinaires est dans ce contexte le moyen le plus efficace pour rendre disponibles et accessibles des denrées alimentaires produites sur

place, par les populations elles-mêmes. Ces distributions sont complétées par un soutien technique aux groupements de producteurs comme aux agriculteurs individuels. Ces activités peuvent s'accompagner - comme en 2012 pour la Centrafrique - d'une distribution alimentaire permettant de faire face à une période de soudure particulièrement critique, les échanges commerciaux n'étant pas suffisants pour pallier le déficit structurel de production sur place.

Au **Laos**, le typhon Haima s'est abattu sur le nord et le centre du pays en juillet 2011, endommageant fortement les moyens de production agricoles, détruisant une partie importante des récoltes, et impactant les moyens financiers nécessaires à un retour à une situation normale. Dans ce contexte, il s'est avéré qu'une aide monétaire inconditionnelle permettrait de répondre au mieux à la diversité des besoins immédiats de chaque famille (alimentation, remboursement de dettes contractées suite aux inondations, dépenses de santé ou d'éducation), en leur laissant le choix de son utilisation. En parallèle de cet appui monétaire, des distributions de semences et de volailles ont permis un soutien à la reconstruction par la relance des activités économiques.

PRODUIRE agriculture paysanne et autonomie des ménages

Les familles paysannes sont les premières à souffrir de la faim. Triangle G H les accompagne vers une meilleure souveraineté alimentaire par l'augmentation de leur production, tout en limitant leur dépendance vis-à-vis des matières premières, des intrants ou des marchés volatils pour assurer leur autonomie.

Dans les zones isolées de **République Centrafricaine**, la diversification des productions est essentielle à l'amélioration de la sécurité alimentaire. La promotion du maraichage dans des zones à fort potentiel où cette pratique est totalement inconnue permet de produire rapidement des fruits et légumes variés, en saison sèche aux abords des cours d'eau ou en saison des pluies dans des jardins de case³. Le soutien à l'élevage par des pratiques sanitaires basiques et accessibles à tous permet également d'augmenter la productivité de manière significative en diminuant les pertes.

En **République du Congo**, en périphérie de Brazzaville, la formation agricole apporte les bases permettant de se lancer dans une activité économique rentable, peu risquée et qui fournit la base d'une alimentation équilibrée.

Sur l'initiative d'une ONG locale, FOJEP-Développement, un centre de formation principalement orienté sur la mise en application d'apports théoriques accompagne les jeunes

vers leur installation en tant qu'agriculteurs. Les formations insistent sur l'autonomie des systèmes de culture et d'élevage, sur l'indépendance vis-à-vis des fournisseurs et du marché, sur la diversification des productions (à la fois pour obtenir des denrées alimentaires variées, mais aussi et surtout pour limiter les risques en cas de problème sur une production) et enfin, sur la valorisation des sous-produits (compost, fumier) en intégrant agriculture et élevage.

Site agropastoral de formation dans le département du Pool, en République du Congo



PRÉSERVER agro-écologie et gestion des ressources naturelles

L'environnement naturel est le premier facteur de la production alimentaire. Triangle G H s'efforce de préserver les ressources naturelles que sont l'eau, le sol et la biodiversité par la promotion systématique de pratiques agro-écologiques, l'économie des ressources rares et la valorisation des ressources abondantes.

En **Corée du Nord**, les intrants agricoles étaient essentiellement fournis par le régime soviétique. Depuis la chute de ce dernier, le pays doit faire face à une pénurie à laquelle l'intégration entre l'agriculture et l'élevage apporte une réponse pertinente et efficace, comme le montrent les deux projets mis en œuvre par Triangle G H.

Dans l'est du pays, afin d'augmenter la quantité de poisson destiné à nourrir les enfants, Triangle G H accompagne deux

fermes piscicoles vers un système de production intégrant la culture de maïs et soja et l'élevage de porc et volaille en plus des étangs initialement présents. Grâce à une gestion des différentes composantes (cultures, élevage, étangs) et à une meilleure valorisation des aliments et déjections, les fermes valorisent leur produits et sous-produits en alimentation des animaux et des poissons, ou en fertilisants pour les cultures. Les fermes ne dépendent plus de l'extérieur pour alimenter les poissons et la production augmente significativement.

Le second projet vise à augmenter la disponibilité en produits laitiers. Le système de culture maïs/soja, base de l'alimentation des bovins, a été remplacé par un système intégrant des prairies temporaires dans les rotations, et des plateformes de stockage des déjections ont été construites. Les amendements organiques et les rotations longues permettent d'améliorer la fertilité des sols et de mieux contrôler les adventices⁴, mais aussi d'améliorer la qualité des fourrages. La production laitière augmente, tout en diminuant la charge de travail.

Le soutien de Triangle G H porte également sur toute la filière, en intervenant sur l'amélioration des conditions de stockage ou d'hygiène lors de la préparation des repas.



Introduction de prairie multi-espèces dans les rotations sur une ferme nord-coréenne d'élevage laitier

4 • Plantes considérées comme indésirables à l'endroit où elles se trouvent, dans un jardin ou un champ. Désignées comme « mauvaises herbes » dans le langage courant.

COOPÉRER organisations paysannes et valorisation des productions

Le faible niveau de mécanisation des petites exploitations, le plus souvent tenues par des ménages pauvres est l'un des principaux freins au développement économique. En soutenant les regroupements paysans pour rentabiliser le matériel de production, de transformation ou de stockage, Triangle G H encourage les échanges de connaissances, l'entraide et la reconnaissance de ces groupes.

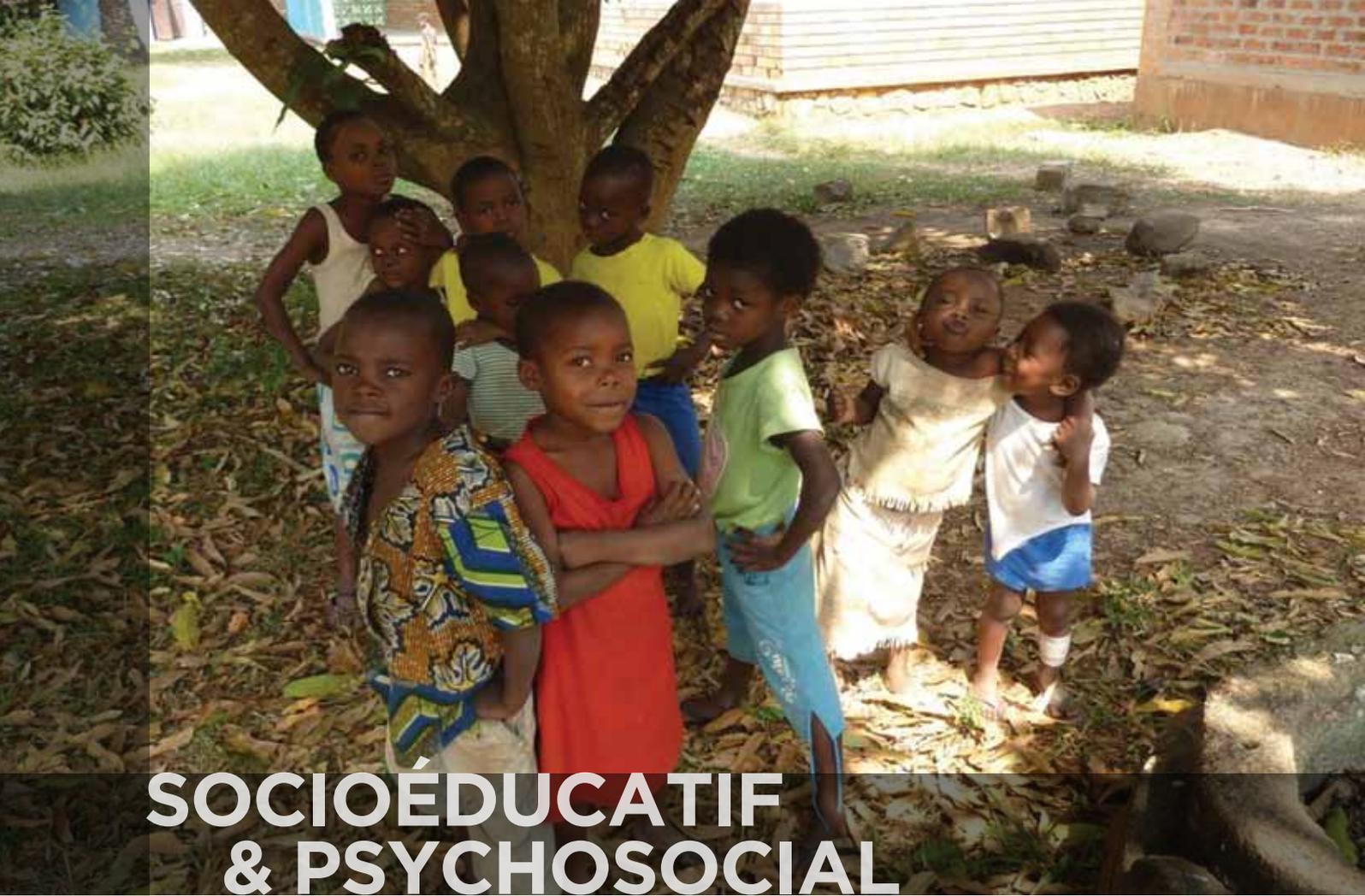
Au **Soudan** le développement du maraichage comme diversification alimentaire et complément de revenu est un moyen de valoriser la ressource en eau du fleuve Atbara dans l'Etat de Gedaref, ou des cours d'eau de l'Ouest Darfour. Des paysans se sont regroupés pour partager des motopompes et développer l'irrigation en saison sèche.

En **République Centrafricaine** le maraichage est aussi pratiqué par des groupements. Mais c'est également autour de moulins à manioc que les femmes des villages se regroupent afin de remplacer un travail manuel fatiguant et chronophage. Le temps libéré permet de mettre en place de nouvelles activités économiques pour les ménages.

Au **Laos**, le projet mis en œuvre en 2012 revient sur les actions effectuées entre 2006 et 2011 (infrastructures d'irrigation et mise en place de comités de gestion de l'eau), afin de réaliser une étude permettant de formuler des recommandations aux autorités locales. Les comités ont continué à se structurer, ils gèrent la ressource en eau (fonctionnement des pompes, recouvrement des coûts électriques, répartition de l'eau) et l'entretien des infrastructures. Ils deviennent une instance importante du village dans l'accès au foncier irrigable, favorisent l'accès ou le partage de semences adaptées. Enfin, ils sont une instance de dialogue avec les autorités locales en charge du suivi des infrastructures et du développement de la production rizicole. L'ensemble de ces éléments plaide pour une mise en valeur de ces comités dans les recommandations sur la stratégie de développement rizicole. ■



Utilisation communautaire d'une motopompe pour l'irrigation par un groupement de femmes en République Centrafricaine



SOCIOÉDUCATIF & PSYCHOSOCIAL

De l'exclusion vers l'insertion

Les programmes éducatifs, sociaux et/ou psychosociaux font partie intégrante des interventions de Triangle G H depuis sa création. Ses acteurs sont en effet convaincus qu'au delà de l'aide matérielle apportée aux populations en difficulté, une autre dimension s'impose. Sur les zones d'intervention, des enfants, des adolescents et leurs fa-

milles ont besoin d'être accompagnés pour faire face au bouleversement de leur existence, au traumatisme qu'ils viennent de vivre, à leur situation extrême de réfugiés, déplacés, «retournés», ou en raison de la précarité de leurs conditions de vie. Ces actions sont systématiquement réalisées en concertation et avec les ressources humaines de la communauté, qui retrouve souvent, par son implication, sa propre reconstruction et identité.

Assistance humanitaire, reconstruction, et développement

Ces différentes étapes étayent souvent un programme psychosocial dans son ensemble. L'accompagnement psychosocial d'une personne s'inscrit dans un processus long et nécessite des modes d'accompagnement et de prise en charge différents suivant sa situation, son vécu et sa progression dans son parcours de réintégration/réinsertion.

L'assistance humanitaire : en répondant aux besoins essentiels de la personne, en lui fournissant un hébergement, une aide alimentaire, des produits d'hygiène, des soins médicaux, une écoute... nécessaires à sa survie et sa dignité.

La reconstruction : en accompagnant la personne en rupture dans son projet de reconstruction et de réinsertion sociale : soins psychologiques et médicaux, scolarisation, alphabétisation, formation professionnelle, réintégration familiale...

Le développement : en fournissant à la personne les moyens matériels et techniques pour s'intégrer au sein de sa ou d'une communauté, pour accéder à une autonomie : formation technique ; appui à la création d'activités génératrices de revenus (fourniture d'outils, d'intrants, de terrain...).

- **Prise en charge des difficultés sociales et psychologiques des populations particulièrement vulnérables :** enfants, adolescents, adultes, personnes âgées et handicapées, orphelins, enfants abandonnés et/ou souffrant de traumatismes liés à la guerre, à l'exil, aux catastrophes naturelles... : hébergement, aide alimentaire et matérielle, alphabétisation, scolarisation des enfants, formation professionnelle, aide à la création d'activités génératrices de revenus, soins psychologiques et médicaux...
- **Appui à la gestion de structures associatives ou gouvernementales à vocation sociale et/ou éducative :** réseaux d'associations, centres d'accueil de jour, d'hébergement, de soins, établissements scolaires, d'apprentissage professionnel, d'aide à domicile...
- **Formations des différents acteurs du secteur social :** animateurs, éducateurs, assistantes sociales, enseignants, cadres dirigeants, administratifs.

PRENDRE EN CHARGE les difficultés sociales et psychologiques des populations particulièrement vulnérables

Le projet que nous menons depuis plus d'un an en République Centrafricaine en faveur des enfants de la rue à Bangui illustre bien la prise en compte des besoins variés et des étapes nécessaires dans la réintégration de personnes particulièrement vulnérables.



École au camp de réfugiés de Bambari

Ce programme, financé par l'Union européenne, l'UNICEF, Caritas France et le CCFD-Terre Solidaire a pour objectif de **renforcer les capacités des acteurs locaux qui œuvrent en faveur des Enfants de la Rue**. Triangle G H accompagne les 8 structures qui composent le RFERC (Réseau en Faveur des Enfants De la Rue en Centrafrique), et mène avec elles des actions en faveur des enfants. Chaque organisation conserve sa spécificité, et intervient à l'étape appropriée de l'intervention. Certaines institutions interviennent directement dans la rue, et proposent un accueil de jour où les enfants sont écoutés et peuvent bénéficier d'un repas, de moyens pour se laver, de soins, où ils peuvent participer à des animations sportives ou culturelles, à des cours d'alphabétisation.

D'autres hébergent en internat ou en famille d'accueil les enfants les plus petits, les plus fragiles, ou ceux qui le souhaitent, et mènent un travail de médiation familiale visant leur réintégration. Les jeunes peuvent aussi bénéficier d'une formation professionnelle (agricole, menuiserie, mécanique..) et d'une aide matérielle pour lancer par la suite une activité génératrice de revenus.

Triangle G H agit pour un renforcement des capacités des ONG locales par des formations améliorant leur gestion administrative et financière et leurs compétences dans la prise en charge sociale et éducative des enfants. Des campagnes de sensibilisation auprès des autorités et du grand public sont également réalisées.

Les programmes de Triangle G H auprès des communautés réfugiées à Alger ou Bambari prennent en charge les différents aspects nécessaires à la reconstruction psychique et à l'intégration des personnes en rupture.

A Alger, les familles réfugiées sont hébergées et reçoivent une aide alimentaire et matérielle. Une assistante sociale

les accompagne individuellement dans leurs projets d'intégration. Les réfugiés ayant subi un traumatisme avant ou durant leur parcours d'exil peuvent bénéficier d'un soutien psychologique. Les enfants sont scolarisés et les adultes ont la possibilité d'assister à des cours d'alphabétisation ou à des formations professionnelles.



Cours de mécanique au centre Don Bosco, Bangui

A Bambari, en République Centrafricaine, l'UNHCR a confié à Triangle G H la gestion de l'école primaire du camp de réfugiés où les cours sont dispensés aux enfants soudanais en arabe, afin que leur culture soit préservée, et en français, pour faciliter leur intégration dans ce pays francophone. Triangle G H soutient également des activités génératrices de revenus mises en place et gérées par des groupements de femmes, qui non seulement contribuent à leur autonomie financière mais participent également à la restauration de leur dignité.

RENFORCER les structures à vocation sociale et/ou éducative

Notre projet en Birmanie a pour objectif de renforcer les capacités de l'Eden Center, association birmane prenant en charge les personnes porteuses d'un handicap physique, mental, ou sensoriel, et œuvrant pour la promotion de leurs droits.

Ce programme, financé par l'Union européenne et la fondation Michelham, a permis de former le personnel de l'association (administrateurs éducateurs, instituteurs, soignants), afin d'améliorer leurs compétences. De nouvelles activités thérapeutiques et pédagogiques ont été mises en place dans le centre d'accueil de jour pour les enfants, et des programmes de Réadaptation à Base Communautaire⁵ (RBC) ont été menés dans les régions de Myang Da Ka et Kalay. Ce projet a permis à 180 enfants et adolescents d'être pris en charge en centre d'accueil de jour, à 110 personnes de bénéficier d'une assistance à domicile, à 250



Centre d'accueil de jour de l'Eden Center à Rangoon

personnes à mobilité réduite de recevoir des appareils pour améliorer leur mobilité, à 60 enfants d'être intégrés dans une école « ordinaire », à 80 adultes de bénéficier de cours d'informatique.

120 personnes handicapées ont été intégrées dans 7 groupes d'entraide destinés à sensibiliser leur communauté aux problèmes qu'ils rencontrent au quotidien, à les conseiller, les orienter et les accompagner, et à mener des actions favorisant leur intégration dans la société et la promotion de leurs droits.

Centre d'accueil de jour de l'Eden Center à Rangoon





Groupement de femmes dans le camp de réfugiés à Bambari, fabrication et vente de beignets

Dans les camps de réfugiés sahraouis du sud algérien, Triangle G H s'engage dans le renforcement des moyens et des capacités des structures ayant vocation à améliorer les conditions de vie des personnes handicapées

La construction, la mise en place et l'animation de centres éducatifs pour les enfants porteurs d'un handicap a débuté en 2001. Financés par l'UNHCR, Triangle G H assure, en coordination avec le secrétariat d'État aux affaires sociales, le suivi des activités, la rémunération et **la formation du personnel**, l'entretien des bâtiments et de l'équipement, la fourniture du matériel pédagogique et du mobilier.

Au cours de l'année 2012, dans le cadre de programmes psychosociaux, Triangle G H a accompagné, renforcé, et formé 13 institutions à vocation psychosociale au Congo, en République Centrafricaine, en Birmanie, au Sahara Algérien et au Vietnam.

Les activités que Triangle G H mène au Sahara s'adressent aux personnes handicapées inscrites dans les centres d'Aousserd (55), Layoun (48), Dakhla (34) et Boujdour (24), ainsi que celles inscrites dans les centres pour non-voyants de Layoun (10), Aousserd (11), Dakhla (17) et Smara (15). Ces personnes bénéficient d'une scolarité adaptée, d'un apprentissage professionnel, d'activités éducatives et de prise en charge thérapeutique (psychomotricité, physiothérapie, orthophonie...).

L'action communautaire de Triangle G H cible également les personnes handicapées les plus vulnérables, qui ne peuvent pas fréquenter les centres faute d'avoir les capacités ou les moyens de se déplacer. Le réseau d'assistantes sociales du ministère, formé et équipé par Triangle G H, apporte une aide matérielle et une assistance à domicile à 105 infirmes moteurs cérébraux et leurs familles. ■



Centre d'accueil d'Aousserd



EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

De l'assistance humanitaire au développement, le même objectif est visé : la diminution de la morbidité et de la mortalité liées aux maladies hydriques

À la fin de la 1^{ère} décennie du nouveau millénaire, 780 millions de personnes n'ont pas accès à des points d'eau améliorés et 2,5 milliards à l'assainissement amélioré, soit, de 1990 à 2010, un passage de respectivement 24% à 11%, et de 51% à 37% de la population mondiale⁶. Si la cible *objectifs du millénaire pour le dévelop-*

pement n°7c⁷ est déjà atteinte pour l'eau depuis 2010 (à l'exception de l'Afrique subsaharienne et de l'Océanie), elle ne sera probablement pas atteinte pour l'assainissement à la fin 2015. Au-delà des objectifs internationaux, les valeurs humanitaires de Triangle G H, basées sur la dignité humaine et le droit aux services de base nous poussent à persévérer dans la direction d'une amélioration constante des facteurs favorables à une meilleure santé et à une réduction de la mortalité, infantile notamment. Le déficit

Assistance humanitaire, reconstruction, et développement

Ces trois phases sont parfois difficiles à distinguer, car elles se chevauchent et intègrent des composants similaires. La distinction se fait par la vitesse d'exécution, l'implication des acteurs locaux, la durabilité exigée, et le coût.

L'assistance humanitaire : satisfaire les besoins essentiels à la vie et à la dignité en fournissant de l'eau potable en quantité suffisante, des toilettes d'urgence, des kits d'hygiène, etc.

La reconstruction : (re)construction de systèmes d'approvisionnement en eau pérennes, construction de latrines par les bénéficiaires avec appui de Triangle G H pour les matériaux, (re)construction de latrines institutionnelles, mise en place de formations de sensibilisation à une meilleure hygiène...

Le développement : appui aux acteurs locaux, étatiques et aux communautés au niveau financier, technique ou encore de gestion pour améliorer les conditions de vie, et les équiper en outils nécessaires à leur propre développement (formations techniques et de management de système d'approvisionnement en eau, fourniture d'outils, éventuellement aide financière à la création de fonds de roulement destinés à rendre les systèmes autonomes et financés par les utilisateurs, utilisation de la méthode ATPC (*)...).

(*L'assainissement total piloté par la communauté consiste à encourager la communauté à analyser sa propre situation et ses pratiques en matière d'assainissement.



Réparation sur un forage, axe Bakala-Bambari, Préfecture de la Ouaka, République Centrafricaine

6 • Rapport conjoint UNICEF/OMS « Progrès en matière d'alimentation en eau et d'assainissement » http://www.wssinfo.org/fileadmin/user_upload/resources/JMPReport_French.pdf

7 • Cible 7c : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base

d'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base est lié à un manque de moyens financiers, de compétences et d'organisation des pays en voie de développement. Les disparités sont aussi plus fortes dans ces pays entre les zones rurales et les zones urbaines pauvres. L'alimentation en eau potable, des installations sanitaires améliorées et le renforcement des pratiques d'hygiène sont trois axes indissociables. Par exemple, travailler sur la protection et l'amélioration de puits traditionnels n'a pas de sens si ces derniers sont potentiellement contaminés par des latrines présentes à proximité, ou s'ils subissent une post-contamination due à une mauvaise manipulation des utilisateurs. La gestion des ressources hydrauliques représente également un enjeu majeur, en lien avec la protection de l'environnement et la sécurité alimentaire via l'irrigation raisonnée, la réduction des risques liés aux désastres, et la prévention des changements climatiques. Triangle G H doit donc, sur chaque mission, identifier les éléments contextuels déterminant les problématiques à résoudre pour chacun de ces aspects, puis coordonner les actions afin d'apporter une

réponse cohérente et intégrée. Dès l'origine du projet, l'implication des structures nationales et des forces locales doit être initiée, afin d'assurer la pérennité des installations. En résumé, les axes sur lesquels Triangle G H va se concentrer sont :

- L'approvisionnement en quantité suffisante d'eau de bonne qualité pour diminuer les risques de maladies hydriques et subvenir aux besoins vitaux de la population.
- La construction ou l'appui à la construction de latrines familiales ou institutionnelles pour isoler les excréments de l'environnement et, en protégeant celui-ci, améliorer la santé des populations, conjointement avec l'amélioration des pratiques d'hygiène traditionnelle par une approche adaptée au contexte socioculturel (renforcement des connaissances des populations et des dirigeants locaux, changement des comportements à risque...)
- La gestion des ressources naturelles hydriques souterraine et de surface, par un appui aux autorités responsables, une approche de réduction des risques liés aux catastrophes, et la prévention des changements climatiques.

L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

répondre à un besoin vital

Quel que soit le type d'intervention et les raisons invoquées, les programmes de Triangle G H prennent en compte les standards internationaux liés à la qualité et la quantité d'eau fournie, mais aussi les particularités locales dans toutes leurs complexités. Par ailleurs, la question de la gestion par les bénéficiaires est toujours primordiale, le sentiment de propriété étant le fil conducteur menant avec succès à la pérennisation d'un projet.

Que ce soit en Afrique ou en Asie, les programmes de Triangle G H dédiés à l'approvisionnement en eau potable passent par des solutions techniques adaptées aux contextes locaux, et validées par les bénéficiaires eux-mêmes. Au **Timor Oriental** par exemple, des sources captées alimentent des réseaux gravitaires en PE⁸, car ces tuyaux se trouvent sur le marché local et sont relativement faciles à mettre en place. La distribution se fait ensuite directement au sein des villages via des bornes-fontaines réparties selon une disposition négociée au niveau foncier, et pratique pour tous. Les principaux bénéficiaires de cet aménagement sont les femmes, qui disposent de plus de temps pour d'autres tâches, et les jeunes filles, pour qui le risque de sortie prématurée du système scolaire est réduit⁹.

En **République Centrafricaine** (Préfectures de la Ouaka et de la Vakaga), ou encore au **Soudan**, des forages sont effectués dans les villages où les sources d'eau sont éloignées des zones d'habitations, et dont la piètre qualité génère souvent des maladies hydriques. La mise en place de ces sources d'eau au centre des zones habitées – au-delà du gain précieux de temps et d'énergie qu'elle permet en réduisant les



Des femmes et jeunes filles collectent de l'eau au camp de déplacés de Ryad - El Geneina, Darfour, Soudan

distances d'approvisionnement et de la diminution des risques liés à l'insécurité pour les femmes et jeunes filles – bénéficie aussi aux communautés du point de vue de la santé, impactant positivement l'espérance de vie corrigée de l'incapacité¹⁰. Quelque soit le mode d'alimentation choisi par Triangle G H et les communautés, un système de gestion pérenne

8 • PE – Polyéthylène, plastique semi-rigide fourni en rouleau donc facile à dérouler sur une topographie de montage, et présentant de nombreux avantages par ses caractéristiques physico-chimiques (résistance aux UV, à l'abrasion, etc.).

9 • Selon le dernier rapport joint OMS/ UNICEF (2012), la collecte de l'eau en Afrique subsaharienne est faite à 62% par les femmes et 9% par les jeunes filles.

10 • L'espérance de vie corrigée de l'incapacité (EVCi) est un mode d'évaluation mesurant l'espérance de vie en bonne santé.

est défini en amont pour permettre le suivi et la maintenance des installations après la fin du programme. Une approche démocratique et transparente est mise en place, des rencontres et formations sont programmées avec chaque communauté. Des représentants sont élus par les communautés et formés par Triangle G H, pour devenir responsables de la communication, du maintien et du bon fonctionnement des infrastructures, ainsi que de la collecte d'argent nécessaire à l'autofinancement du service. Quand cela est possible, une approche liée au genre, mettant la femme au centre d'une activité sociale au bénéfice de tous, permet de rendre ces nouveaux services plus

fiables (les risques de corruption sont réduits lorsque des femmes sont placées à des postes clés).

Dans le cas particulier de la **Corée du Nord**, le travail se déroule en collaboration avec les autorités locales, et concerne principalement des zones urbanisées. Face au faible soutien de l'État, les collectivités territoriales disposent de moyens extrêmement réduits pour gérer la problématique de l'eau et de l'assainissement. L'apport de Triangle G H est donc prioritairement orienté sur la gestion de projet au bénéfice des municipalités pour alimenter en eau potable les habitants ou les bornes-fontaines.

INSTALLATION SANITAIRE AMÉLIORÉE ET SENSIBILISATION À UNE MEILLEURE HYGIÈNE

une approche environnementale réduisant les risques
de propagation de maladies

Les maladies diarrhéiques tuent chaque année 1.8 millions de personnes¹¹. Elles sont la conséquence directe d'un environnement souillé par la présence humaine et d'un manque de connaissances sur la transmission des maladies hydriques, mais aussi de maladies d'origine aquatique ou liées à la chimie de l'eau.

Quelles que soient les problématiques locales, Triangle G H va aider à circonscrire les épidémies issues de ces maladies par une action combinée.

Dans la Ouaka en **République Centrafricaine** ou Oecusse au **Timor Oriental**, Triangle G H promeut l'approche d'Assainissement total piloté par les communautés avec ses partenaires locaux, l'association centrafricaine Nourrir et l'association timoraise Naroman Timor Foun.

Il s'agit d'une première pour Triangle G H ; une évaluation sur l'évolution et le succès de cette méthode sera donc réalisée et publiée, proposant si nécessaire des améliorations, et encourageant éventuellement une réplique dans d'autres pays où Triangle G H intervient. Les résultats à fin 2012, déjà prometteurs, incitent à persévérer dans cette voie, à engager les familles à construire leurs propres latrines, à les utiliser et à les entretenir. Un programme de sensibilisation à de meilleures pratiques d'hygiène est mené conjointement à ces actions, composé de formations sur les maladies hydriques, les modes de transmissions à risque et les mesures simples pour casser ces transmissions. Les modes de transport, de conservation



Couple devant leur latrine nouvellement construite après une approche ATPC - Province d'Oecusse, Timor Oriental

ou de traitement de l'eau sont aussi abordés. Au **Soudan**, la distribution de latrines d'urgence se poursuit (notamment après un déplacement de population ou suite à un sinistre naturel comme les inondations d'août 2012 à Bindizi), les actions s'orientent maintenant vers l'appui à des constructions d'infrastructures familiales plus pérennes. Des latrines comprenant des fosses renforcées par des briques, dont la profondeur est calculée pour ne pas polluer les nappes sous-jacentes, sont construites en partenariat avec des familles volontaires.

En parallèle à ces programmes communautaires, Triangle G H apporte son expertise aux autorités locales pour la construction de latrines institutionnelles dans les écoles et centres de santé. En **République Centrafricaine**, des latrines à double-fosse permettent d'intégrer

les excréments humains dans le processus de compostage, détruisant les pathogènes et permettant au compost de réintégrer le cycle du carbone lorsque les fermiers l'utilisent sur leur exploitation. Cette approche transversale aux projets d'agronomie de Triangle G H se retrouve en **Corée du Nord** à Munchon (nord-est du pays), où les brigades paysannes récupèrent les excréments humains issus de latrines publiques ou intégrées dans des immeubles pour l'épandage dans les champs. Là encore, les programmes comprennent des actions de sensibilisation des acteurs

locaux, ainsi que des formations sur la gestion et l'utilisation des excréments traités.

Enfin, les actions liées à l'environnement comprennent également la gestion des déchets solides, par un appui aux structures locales comme à Um Dukkhun (**Soudan**), où Triangle G H fournit à Al Fajir (structure locale en charge de la collecte des déchets) les carrioles et chevaux qui seront également utilisés pour des activités génératrices de revenus comme le transport d'eau, de personnes ou de marchandises.

PRÉSERVER prévention des catastrophes et gestion des ressources naturelles

Comme pour les activités agro-écologiques de Triangle G H, les activités liées à l'environnement, la gestion des ressources naturelles et de l'eau sont inclusives. Elles préparent l'homme à mieux prendre en compte son environnement, à diminuer les risques de pollution ou les impacts de désastres naturels.

En **République Centrafricaine** ou encore au **Soudan**, Triangle G H œuvre avec les autorités locales dans le partage d'information concernant les ressources en eau souterraine, et suit notamment les fluctuations des nappes dans le temps, en lien avec les activités humaines et les saisons, et les variations de qualité de l'eau. Le cumul des données permet d'apprécier l'impact des actions, et de capitaliser des informations utiles à la prise de décision,

notamment en cas de contamination ou tarissement des sources d'eau. De même, au **Timor Oriental**, les sources sont mesurées pendant les saisons sèches et humides, avant et après réaménagement du captage.

Les résultats collectés permettent une cartographie des ressources pouvant être intégrées dans des outils de SIG¹² pour définir les zones à risque et les zones prioritaires. ■

12 • SIG
– Système d'Information Géographique – ensemble d'outils informatiques permettant de créer, d'organiser et de représenter sous forme graphique des données définies par leur coordonnées géo spatiales et les caractéristiques qui leurs sont propres. Le visuel se fait ainsi sur des cartes dont la légende évolue en fonction des requêtes émises par les utilisateurs.





GÉNIE CIVIL & CONSTRUCTION

La transversalité des activités de construction dans les programmes

La cellule Génie Civil et Construction a été créée en juin 2010 afin de répondre au besoin croissant d'expertise dans le domaine de la construction. La construction d'ouvrages est une composante souvent incontournable dans la mise en œuvre des activités menées dans la plupart des projets de Triangle G H et liée aux objectifs à atteindre. Allant de la réhabilitation à la création de nouvelles structures, les activités de construction couvrent une grande variété d'ouvrages tant en génie-civil (ponts, routes...) que dans le secteur du bâtiment (écoles, bâtiments agricoles...).

Les activités de construction créent souvent le lien entre les différentes thématiques abordées dans l'approche intégrée conduite par Triangle G H dans bon nombre de ces projets. Il s'agit de répondre au mieux aux besoins des populations, et d'améliorer l'impact des actions menées dans nos divers secteurs d'activités. Une relance de la production agricole dans le cadre d'un projet de sécurité alimentaire s'accompagne souvent d'un programme de réhabilitation des

moyens de communication (routes, ponts...) pour la relance économique des activités, d'un programme d'assainissement pour la valorisation des déchets (latrines, réseaux de distribution...), et d'un programme socio-éducatif pour la formation des bénéficiaires, nécessitant par exemple la construction de centres de formation.

La grande diversité des projets menés par Triangle G H depuis de nombreuses années et dans plusieurs pays a permis d'acquérir une expérience importante et très variée pour chacune des thématiques :

Appui aux programmes liés à la sécurité alimentaire et au développement rural :

- Ouvrages d'irrigation : barrages en béton armé et en gabions, canaux d'irrigation,
- Réhabilitation et construction de bâtiments d'élevage et de silos,
- DRR¹³ : digues, ouvrages de régulation des crues,
- Reprofilage, drainage, et aménagements de routes et de pistes,
- Reconstruction et aménagements de ponts et de jetées.

Appui aux programmes liés à l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement :

- Construction de réservoirs de stockage : béton armé, maçonnerie, ferrociment,
- Traitement et valorisation des déchets : incinérateurs, canaux de drainage, fosses de stockage et de traitements des eaux usées,
- Construction de latrines publiques et individuelles.

Appui aux programmes liés au soutien psychosocial et socioéducatif :

- Construction d'écoles et de centres de formation.

En 2012, les activités de Triangle G H liées à la construction d'ouvrage ont été principalement axées sur les thématiques de sécurité alimentaire, et d'accès à l'eau et d'assainissement.

Assistance humanitaire, reconstruction, et développement

Ces trois volets d'intervention sont bien sûr liés aux autres différents domaines d'activités : sécurité alimentaire, développement rural, accès à l'eau, hygiène et assainissement, soutien psychosocial et socio-éducatif, afin d'améliorer l'impact des actions menées à court, moyen et long terme.

L'assistance humanitaire : lors de la construction de structures provisoires pour répondre au plus vite et au mieux aux besoins des populations sinistrées.

La reconstruction : par le support technique et matériel dans les démarches de reconstruction et d'appropriation de ces nouvelles constructions.

Le développement : grâce à l'amélioration des infrastructures et des bâtiments liée à une approche participative des différents acteurs et à la mobilisation communautaire des bénéficiaires afin d'assurer la pérennité et la réplique des ouvrages réalisés.

UN BÂTIMENT À ÉNERGIE SOLAIRE PASSIVE

pour une exploitation intégrée des ressources agricoles

C'est à Sinhung et Yonggwang, dans deux fermes piscicoles situées dans la province de Hamgyong du Sud en **République Populaire Démocratique de Corée** (Corée du Nord) où Triangle G H travaille à la mise en place d'un système d'exploitation intégré, que plusieurs bâtiments et infrastructures ont été réalisés afin de valoriser et d'améliorer la gestion des ressources localement disponibles. La construction d'un bâtiment d'élevage à énergie solaire passive¹⁴ a par exemple permis d'améliorer la reproduction porcine, qui, liée à la construction de fosses pour la valorisation des déjections, permet aujourd'hui d'ensemencer les étangs piscicoles. En parallèle de ces travaux de construction, des ouvrages annexes ont été réalisés pour la gestion des étangs (canaux d'alimentation, moines¹⁵ et pour la protection de l'ensemble des installations via le renforcement en gabions des digues, composante DRR du projet.



14 • Bâtiment conçu pour bénéficier au maximum du rayonnement solaire, grâce à sa conception (forme, orientation, répartition des ouvertures, isolation, inertie thermique...), de la qualité de ses composants (murs, toiture, sol, fenêtres et portes...) et d'une ventilation performante pour maîtriser les apports d'air et le degré d'humidité.

15 • Ouvrage servant à réguler le niveau de l'eau dans les bassins et à vidanger ces derniers.

LE FERROCIMENT, une alternative au béton armé



Mise en place de l'armature métallique pour la construction d'un réservoir en ferrociment - Province d'Oecusse, Timor Oriental

Après un premier projet de réalisation de réservoir d'eau potable en ferrociment¹⁶ en **République Centrafricaine**, c'est au **Timor Oriental** que Triangle G H a décidé de poursuivre à une plus grande échelle la mise en œuvre de cette technologie. Des réservoirs de stockage de 10 et 20 m³ de capacité ont ainsi été réalisés, dans des zones montagneuses difficiles d'accès où la technique du ferrociment trouve tout son intérêt, puisqu'elle permet de réduire notablement les quantités des matériaux utilisés (pas d'utilisation de gravier ni de bois de coffrage, réduction des quantités de ciment, de sable et d'acier) tout en restant structurellement fiable, même après plusieurs années d'utilisation intensive. Cette technique a bien sûr fait l'objet de formations auprès des équipes locales et des travailleurs mobilisés dans les communautés villageoises, garantissant ainsi sa réplication et la maintenance des installations.

16 • Méthode de construction consistant à projeter un mortier de ciment sur une structure métallique (barres d'acier et grillage fin) et permettant la réalisation d'ouvrage à parois minces et aux formes complexes.

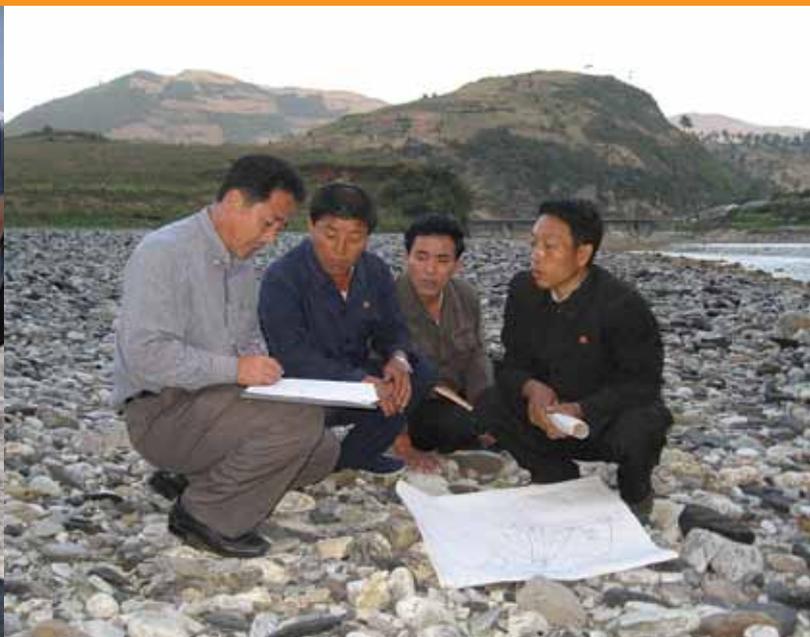
DES PONTS pour la relance économique

En **République Centrafricaine** Triangle G H a réalisé des ouvrages de génie-civil pour relancer les activités économiques de deux axes dans la région de Bambari. Huit ponts routiers à structure métallique et tablier en bois ont ainsi été construits ou réhabilités permettant un accès en toutes saisons aux nombreux villages situés sur ces axes. D'une capacité de 20 tonnes, ces ponts permettent le passage des camions, tant pour la desserte locale que régionale. ■





LE PARTAGE DES COMPÉTENCES



“ Les projets en partenariat ”

L'une des définitions de partenaire dans le dictionnaire est :

Partenaire : Nom singulier invariant en genre

Personne associée à d'autres pour organiser une action, réaliser un projet.

La définition de TRIANGLE G H : La notion de partenariat s'est tout d'abord définie à travers notre histoire comme une association logique et nécessaire de plusieurs acteurs partageant leurs compétences et motivations afin d'optimiser les impacts des programmes mis en œuvre au bénéfice de populations dans le besoin.

Au fil de nos expériences, elle s'est enrichie de l'objectif systématique d'un renforcement mutuel des compétences. Les partenariats auxquels nous prenons part sont multiples, et aussi variés que le sont nos partenaires, que ce soit par leur statut, leur domaine de compétence, leur origine, leur taille...

Certains de nos partenaires sont «imposés», puisque sans eux, aucune action n'est réalisable : financeurs, autorités gouvernementales et locales des pays où nous intervenons...

D'autres sont «choisis», la relation qui s'établit avec eux est le résultat d'un accord mutuel pour réaliser une action en commun. C'est de ces partenaires que nous souhaitons parler.

Le partenariat est avant tout une histoire humaine, vivant au rythme des personnes ou des structures qui le composent, et qui ne peut fonctionner durablement sans une totale adhésion de l'ensemble de ses acteurs. Il commence toujours par une rencontre, qui parfois ne sera qu'une brève aventure, et parfois deviendra une grande et belle histoire.

Notre première histoire remonte aux débuts de Triangle G H, qui déjà présentait l'importance de cette approche de la solidarité internationale.

En 1995, Triangle G H ouvre sa **deuxième mission** au Kurdistan irakien, en partenariat avec Dia, une ONG marseillaise orientée sur la jeunesse et la culture. Un pacte (convention de partenariat définissant les objectifs, rôles et responsabilités de chacun) est signé, et les savoir-faire et sensibilités des deux structures s'articuleront sous la forme d'un consortium (TDC pour Triangle Dia Consortium) pour travailler auprès des jeunes, des réfugiés, et des communautés paysannes, pour intervenir sur l'urgence, la reconstruction et le développement. Cette histoire durera quatre ans et s'achèvera par un retrait progressif de notre présence du Kurdistan au profit des acteurs locaux.

La **troisième mission** de Triangle G H, en Albanie, a débuté par un projet de formation professionnelle pour enfants en difficulté, en partenariat avec l'association

Useful to Albanian Women. Pendant plus de trois années, nous avons travaillé ensemble à la mise en place de ce centre de formation, en coordination avec les autorités locales afin qu'il soit agréé par le ministère de l'Éducation, gage de pérennité pour ce type de projet. A ce jour, le centre de formation est toujours sous la responsabilité de notre partenaire.

En 1998, nous rencontrons au Viet Nam un partenaire à la fois imposé et choisi : le Delisa (département des affaires sociales). Notre collaboration, qui a duré 12 ans, était elle aussi au bénéfice d'enfants défavorisés. Comme toute relation, elle a connu des hauts et des bas, des ententes cordiales et des divergences, mais l'intérêt des enfants a toujours primé, et depuis maintenant trois ans, le Delisa gère en toute autonomie le centre de formation.

En 2007, au Laos, nous croisons MAG (Mines Advisory Group, association anglaise spécialisée dans la question des mines et sous-munitions) dans les champs d'une région infestée de mines. Tout naturellement, nous leur proposons de déminer les champs des villages afin de sécuriser les populations et leur permettre d'exploiter leurs terres. Malheureusement, une trop grosse différence de taille et de fonctionnement de nos deux associations n'a pas permis, malgré une volonté partagée, de dupliquer cette fructueuse collaboration.

Au Yémen, en 2009 nous avons été le catalyseur de la création d'une association de producteurs agricoles, qui a pu se structurer grâce au projet réalisé en commun.

Depuis, chaque année, chaque nouvelle mission nous amène à créer de nouveaux partenariats. Nous en avons 5 en 2010, nous en avons 10 en 2013. ■

Construction d'un partenariat

Un partenariat se construit autour d'une rencontre, préparée ou fortuite, de quelques échanges, d'une volonté de tenter ensemble une aventure, formalisée sous la forme d'un projet écrit, chiffré, qui sera présenté à des bailleurs de fonds pour financer le projet commun.

Lorsque le financement est acquis, le projet démarre. A la «romance» des premiers échanges se substituent le quotidien, la réalité et ses contraintes. Nous découvrons au fur et à mesure nos «personnalités», avec lesquelles nous devons composer, faire des concessions, pour que les bénéficiaires restent au cœur de l'action.

Avec le temps, on apprend à s'apprécier, on s'aide à améliorer nos faiblesses et renforcer nos talents. Et on se présente nos amis respectifs... Parmi les «grands amis» des ONG figurent les bailleurs de fonds (comme EuropeAid, premier bailleur mondial pour l'aide au développement pour les Acteurs Non Étatiques européens). Dotés de moyens financiers conséquents, ils demandent beaucoup (au titre des bonnes pratiques de gestion de fonds publics, de redevabilité auprès des contribuables) avant d'admettre de nouveaux membres dans leur cercle, et il nous appartient alors d'aider nos partenaires à accéder à ces «amis», c'est à dire à renforcer leurs capacités pour répondre aux exigences qualitatives.



Photographie en décembre 2012

Sur une quarantaine de projets en cours, nous travaillons avec une dizaine de partenaires institutionnels, privés, du nord, du sud, jeunes, vieux, grands, petits...



Nos multiples expériences nous ont permis de développer une approche et des outils permettant une formalisation la plus objective possible des capacités et besoins mutuels, et les réponses appropriées et concertées.

Plus que jamais, nous pensons que l'ouverture, les échanges entre les acteurs du nord et du sud sont l'une des clés de l'optimisation pérenne des actions de l'aide humanitaire et du développement. La résilience, concept faisant actuellement l'objet de beaucoup d'attention, dépend largement de nos capacités à intervenir en renforcement des acteurs de la société civile.

Nous devons parfois faire face aux travers universels de l'homme, qui peuvent conduire à un manque de gouvernance ou de transparence. Il est - presque - toujours possible de progresser ensemble, car malgré tout, les compétences sont présentes, et une mise au point permettra de déterminer les priorités. Nous n'avons jusqu'à présent jamais eu à mettre fin à un partenariat par un «divorce». ■



“ Deux exemples significatifs de partenariats en cours ”

1 — en RCA, le nombre d'enfants des rues augmente, leurs conditions de vie empirent

Nous nous sommes associés à un réseau composé de 8 ONG locales¹ de Bangui impliquées dans cette problématique, réseau lui-même soutenu par des ONG du nord. A la complexité de la problématique des enfants des rues, s'ajoute celle de travailler avec 8 entités différentes, dans un pays instable, chaotique. Malgré les événements récents (guerre civile, tentative de coup d'état), le projet est toujours en cours de réalisation, grâce à une volonté commune de ne pas abandonner ces enfants.

Interview de **Corinne Chadefaux**, chef de projet Triangle G H en République Centrafricaine

Corinne Chadefaux est chef de projet en république Centrafricaine, travaillant avec pas moins de huit organisations partenaires, toutes en lien avec les enfants de la rue de Bangui.

Les divergences entre partenaires, qui travaillent désormais ensemble, ont été des barrières difficiles à abattre. « *Les débuts sont toujours difficiles dans ce genre d'entreprise. Tout se fait progressivement, et généralement avec des résistances au départ, puisque les partenaires ne comprennent pas toujours nos intérêts et nos objectifs.* », explique Corinne.

« *Il faut comprendre que toutes ces organisations ont des fondements propres, notamment lorsque des organisations religieuses d'obédiences différentes doivent se retrouver à œuvrer ensemble... au départ chacun veut prêcher pour sa paroisse !* », souligne la chef de projet pour qui les délais de mise en place de tels projets sont certes longs, mais nécessaires.

« *Il faut réussir à faire intégrer la notion de partenariat, sans jamais rien imposer, en essayant d'aller au fond des choses. Il faut dégager le temps nécessaire à la construction d'un partenariat qualitatif et non quantitatif, avec la prise en compte des enjeux collectifs et individuels. En somme, nous perdons du temps au départ pour en gagner énormément par la suite* », résume-t-elle.

Dans des pays où la corruption est la norme, et où de fortes disparités de financement existent entre les organisations, jouer le rôle « d'entremetteur » et de coordinateur temporaire revient également à assumer une tâche de gestionnaire afin de conserver la confiance des bailleurs.

« *Les partenaires peuvent devenir dépendants, en quelque sorte, puisqu'ils perdent une certaine liberté dans la*



gestion des finances dès lors que les bailleurs de fonds les soutiennent à travers Triangle G H. Nous avons décidé, pour les rémunérations ou la couverture de frais, de nous aligner sur les conditions des Nations Unies, mais cela implique une négociation permanente, un jeu subtil que l'on ne gagne qu'après avoir acquis la confiance des partenaires (...). Évidemment, ils se sentent au départ un peu dépossédés, mais au final les résultats sont là : aujourd'hui, une vraie coordination existe entre les différents acteurs sur le terrain ».

C'est sur cette base que Corinne a tout fait pour être l'interlocutrice unique, et gagner sa légitimité en devenant le lien entre organisations locales et bailleurs.

« *Cette constance est essentielle. Il faut tenir, et réussir à se faire accepter, en comprenant la logique de l'autre pour qu'il puisse intégrer la nôtre.* » ■

¹ • Associations membres du réseau (RFERC) ; Fondation vole du cœur, Centre Saint Gabriel, Maison d'accueil des Orphelins Vulnérables de Bimbo, Action pour la Compassion en Centrafrique, Demain la vie, Caritas, Centre des Salésiens de Don Bosco, Fondation Albert Burkhardt.



2 — en Birmanie, après deux ans de partenariat, notre partenaire ECDC (principal centre pour enfant handicapés en Birmanie, issu de la société civile sous la junte, œuvrant sans reconnaissance légale ni soutien de l'état) **est maintenant « ami » d'EuropeAid.**

Déjà autonome avant notre rencontre, il l'est d'autant plus aujourd'hui, en ayant acquis la capacité à gérer sa mission auprès des enfants handicapés selon les standards européens, que ce soit au niveau administratif, financier ou opérationnel, et par conséquent d'obtenir des financements directs d'EuropeAid.

Interview

Interview de **Valentina Di Grazia**, chef de projet Triangle G H en Birmanie

Développer les partenariats locaux : du recul, du dialogue, et de la pédagogie :

« Cela a pris du temps pour faire comprendre nos intentions à nos partenaires. Et surtout, leur faire comprendre que nous n'agissions pas pour notre intérêt propre », explique Valentina Di Grazia, chef de projet pour Triangle G H en Birmanie.

Après deux ans de partenariat avec une ONG locale qui vient en aide à des enfants vivant avec un handicap, elle revient sur la construction de cette relation.

Elle analyse la construction du partenariat avant tout comme un challenge pour convaincre et s'adapter à la culture des partenaires, peu habitués aux standards internationaux en matière de gestion de programmes.

« C'était difficile pour eux de comprendre toutes ces procédures complexes que nous voulions mettre en place, et qui étaient notre seule garantie pour convaincre les bailleurs de fonds », souligne Valentina, qui a dû s'adapter à un « environnement pas vraiment flexible, difficile à standardiser, qui nous oblige en permanence à prendre de la distance et à revoir nos propres façons de travailler ».

En effet, des bailleurs tels que l'Union européenne ou les Nations Unies ont des protocoles standards qu'il faut appliquer à la lettre pour espérer obtenir leur soutien. Avant même de pouvoir se lancer dans des projets de quelque envergure que ce soit, il aura fallu que Valentina se positionne en pédagogue... Dans des pays où la culture du travail est radicalement différente de celle des expatriés, le partenariat entre une ONG et des organisations locales est souvent l'objet de négociations permanentes, dans lesquelles Valentina a dû faire ses preuves : « C'est bien normal, les partenaires attendent de voir ce que vous savez faire avant de vous faire confiance ».



C'est une frontière méthodologique, mais également une frontière culturelle qu'il lui a fallu comprendre et dépasser.

« La barrière culturelle s'est avérée être plus forte que ce que j'avais supposé au départ. Il était par exemple très difficile de parler ouvertement avec des personnes qui, souvent par politesse, hésitent à s'exprimer franchement lorsqu'il s'agit de critiquer ou de débattre de nos idées. Il est rare que nos partenaires expliquent ouvertement qu'ils sont en désaccord », explique Valentina, pour qui la compréhension de la culture du pays est une condition essentielle pour la réussite d'un programme.

« Parfois, même entre eux ils ne se comprennent pas, notamment lorsque plusieurs groupes ethniques sont amenés à travailler ensemble, et je dois dire que ça a été un challenge pour moi, de comprendre et de me familiariser avec tous ces aspects ». ■

Un nouveau projet vient de démarrer dans la province du Chin state (dont l'accès était fermé jusqu'à présent) avec AYO (association birmane née de la forte mobilisation de la population face aux dégâts engendrés par le cyclone Nargis en 2008). Le mélange des cultures et expériences promet d'être riche puisqu'AYO, bien que jeune association birmane, a acquis une forte expérience partenariale avec des organisations anglo-saxonnes, que nous mêlerons à notre approche plus « latine ».



LA SECURITÉ DES TRAVAILLEURS HUMANITAIRES





Quelle est l'évolution des conditions de sécurité des travailleurs humanitaires dans le monde ?

Nous avons assisté ces dernières années à de profondes évolutions géopolitiques qui ont entraîné une dégradation des conditions de sécurité pour les travailleurs humanitaires.

Nous pouvons déplorer l'accroissement du nombre de kidnappings, de tués et de blessés, le nombre d'évacuations de certaines zones d'activités (Cen- trafrrique, Yémen, Soudan, Pakistan, etc.), ainsi que les exactions qui affectent de plein fouet le travail des organisations humanitaires sur le terrain. De plus en plus médiatisée, la sécurité dans la solidarité internationale fait aujourd'hui partie intégrante des éléments à considérer dans la mise en place de programmes humanitaires. Dans tous les médias, il est relaté que « l'espace humanitaire se réduit de plus en plus » et que les principes fondateurs (acceptance¹, neutralité, indépendance, transparence) sont mis à mal par de nouvelles approches stratégiques internationales. L'approche 3D américaine et canadienne², les actions civilo-militaires³, les sociétés privées et la structuration transfrontalière et internationale de groupes mafieux, criminels et radicaux, ou encore le changement climatique forment quelques-uns des enjeux stratégiques majeurs de l'action humanitaire moderne. Le risque de manipulation et d'instrumentalisation des ONG n'a jamais été aussi élevé.

L'acceptance n'est donc plus gage de sécurité sur le terrain ?

L'acceptance est mise à mal dans beaucoup de pays. Ces dix dernières années, l'Afghanistan a vu apparaître de nouveaux groupes terroristes dirigés par des jeunes d'une vingtaine d'années en moyenne, qui sont des interlocuteurs imprévisibles, volatils et dangereux. L'acceptance n'est donc plus à ce jour un élément permettant la sécurité dans ce pays. Nous pouvons nous alarmer de cette évolution.

A quels types d'incidents les ONG doivent-elles faire face ?

Le kidnapping, les évacuations (préventives et/ou réactives) et les attaques directes forment les types d'incidents les plus répandus auxquels les travailleurs humanitaires et les ONG sont confrontés aujourd'hui.

Le kidnapping

Depuis 2009, le profil des kidnappés a changé. La nationalité française fait désormais partie du top 10 des nationalités les plus kidnappées dans le monde. Depuis 2012, le kidnapping - qui est à la fois rentable comme outil de propagande mais aussi sur le plan pécuniaire - est devenu un enjeu majeur pour les gouvernements qui sont mis en défaut par les perpétrateurs qui utilisent de façon sournoise les réseaux sociaux et les médias. (Premier kidnapping de 2012 : le 27 janvier 2012, Kenneth Robin Dale alias Khalil Rhasjed Dale est kidnappé, puis son corps sans vie est retrouvé au bord d'une route au Pakistan).

Les évacuations

L'aggravation des conditions de sécurité dans de nombreux théâtres d'opérations humanitaires (RCA, Yémen, Afghanistan, zone Saharienne...) a contraint les ONG à évacuer les travailleurs humanitaires sur le terrain. L'acceptance, pierre de lance de l'action humanitaire, n'est aujourd'hui plus garantie et n'est plus gage de sécurité.

Les attaques directes

L'analyse statistique et qualitative montre depuis 2012 une augmentation des attaques perpétrées à l'encontre des travailleurs humanitaires avec des armes à feu. Ceci est préoccupant et remet en cause l'application des principes fondateurs de la solidarité internationale. De plus, la prolifération des groupes mafieux et criminels ainsi que la structuration mondiale de groupes radicaux entraînent une augmentation croissante du risque de blessures et de décès dus à des attentats.

Par ailleurs, comme toute autre entreprise, les ONG sont confrontées aux accidents du travail, aux risques psychosociaux, aux actes de harcèlement (sexuel ou moral)... Ces risques sont d'autant plus menaçants que les travailleurs humanitaires sont plus vulnérables et donc fragilisés puisque loin de leur cadre habituel de vie et souvent de structures médicales suffisantes.



1 • Principe complexe par lequel une ONG amène tous les acteurs (gouvernementaux, société civile, bénéficiaires, etc.) à comprendre et respecter l'activité de l'ONG œuvrant dans un pays ou une zone.

2 • • Diplomatie, Défense, Développement • : approche dogmatique canadienne et nord-américaine qui vise à aider des États en avant le soutien sur ces 3 axes spécifiques (http://www.cdic.ca/_files/fr/archives/002_policy_2005-11_3ds_stand_cttee_dva.pdf).

3 • Activités humanitaires réalisées par des forces militaires. Exemple : le GIACM est l'organe militaire français réalisant des actions civilo-militaires.

Quels sont les éléments mis en place par les ONG pour assurer la sécurité des équipes et des équipements ?

Pour faire face à ces contraintes, les ONG se professionnalisent, et la sécurité prend une place prépondérante au sein des équipes dans la mise en place des programmes humanitaires internationaux. Au niveau international, la sécurité dans la solidarité internationale est relativement mal perçue, et parfois non appréhendée. S'il existe des principes communs, il n'y a pas à ce jour de consensus clair autour du concept de « sécurité humanitaire », qui est différente de la sécurité des entreprises et des armées. Nous pouvons nous réjouir de l'accroissement du nombre de mémoires de recherches à propos de la sécurité humanitaire au sein de diverses universités qui contribuent grandement à la réflexion et à la convergence des concepts sur le sujet (approches française, anglo-saxonne, etc.).

Les outils et méthodes mis en place au sein d'une trentaine d'organisations humanitaires sont tous axés sur les « piliers de la sécurité » : acceptation, identification, information, règles de sécurité, personnalité / comportement, télécommunication, mesures de protection et formation.

Les ONG prennent aussi en compte les faits et chiffres (statistiques, données qualitatives, rapports), la philosophie d'action (éthique, perceptions, approches), l'attitude individuelle (le « savoir être »), les connaissances théoriques et pratiques (le « savoir faire » : comprendre le « concept de sécurité », organiser et réguler, la gestion des ressources humaines, les compétences en survie, la gestion des crises), la communication et le témoignage, les évolutions de nos sociétés (géopolitiques, environnementales, etc.).

Le management à distance, aussi appelé « remote-management », est utilisé depuis plusieurs années - d'abord de façon inavouée et plus récemment de façon officielle - par la plupart des organisations humanitaires. Cette méthode est mise en place quand les risques sont trop élevés envers les travailleurs humanitaires internationaux.

Quelles sont les limites du management à distance ?

Peu d'études ont été réalisées sur cet aspect pourtant de plus en plus courant. L'analyse des retours d'expériences de plusieurs ONG montre que sur le moyen/long terme, certains éléments doivent être pris en compte : nécessité de se munir d'outils de communication de qualité et donc coûteux, de mettre en place des outils de suivis spécifiques nécessitant des formations et des travailleurs humanitaires nationaux qualifiés, le glissement des risques qui pesaient sur les travailleurs internationaux vers les travailleurs locaux, la difficulté de monitoring, du respect du principe de transparence financière, un accès aux bénéficiaires et un témoignage limité... Le ratio de mortalité entre les travailleurs humanitaires nationaux et internationaux est de 7 pour 1⁴. La question de l'éthique d'une telle pratique doit donc se poser, puisqu'il s'agit, en fin de compte, d'exposer des travailleurs humanitaires locaux à des risques importants. Que faire si le management à distance échoue ?

Comment Triangle G H s'est-elle inscrite dans cette démarche ?

Triangle G H a mené une réflexion de fond, il y a quelques années, afin d'intégrer de façon proactive le management de la sécurité dans la mise en place des programmes. Un ensemble d'outils et de méthodes « siège et terrain » qui permettent de prévenir et de manager les risques : intranet multilingue sûreté et sécurité rassemblant l'ensemble des outils et méthodes, audits sécurité systématiques des projets, briefing technique et culturel et formation systématiques des équipes (« savoir faire et savoir être »), veille géopolitique et stratégique, cellule de crise et procédures de gestion de crise... Le concept d'audit à distance suivi de formations et mentoring spécifiques adaptés à chacun est primordial. La nature des projets de Triangle G H implique une coopération avec les collaborateurs et partenaires locaux, et l'association se donne les moyens de ses ambitions.

Grâce à sa flexibilité, l'association a su s'adapter à un monde en constante mutation, en mettant en place les outils et méthodes qui lui ont permis de continuer, tant bien que mal, à accéder aux bénéficiaires malgré les multiples risques et contraintes rencontrés. La réflexion, l'approche à la fois innovante et en respect des principes fondateurs de l'action humanitaire, les outils et formations mis en place ont permis à Triangle G H de réduire les risques et de protéger ses équipes internationales et locales.

En dehors des ONG, quels acteurs seraient susceptibles d'intervenir pour l'amélioration des conditions de sécurité des travailleurs humanitaires ?

Les bailleurs de fonds pourraient allouer des moyens substantiels dédiés, qui permettraient aux ONG de mettre en place une gestion adaptée et professionnelle (sécurité passive et active, formation...). De manière plus générale, il semble important de continuer à mener une réflexion de fond sur le sujet de la sécurité dans l'action humanitaire, en partenariat avec tous les acteurs concernés (universités, sociétés privées, forces civilo-militaires et gouvernementales, médias, etc.) afin de s'assurer que l'espace humanitaire soit respecté, et d'empêcher les amalgames entre les différents acteurs et leurs mandats très variés. ■



LES PROGRAMMES EN COURS EN 2012

ALGÉRIE RÉFUGIÉS SAHRAOUI

AMÉLIORATION DES CONDITIONS D'HYGIÈNE POUR LES FEMMES SAHRAOUIES ET LES PERSONNES HANDICAPÉES ET ÂGÉES RÉFUGIÉES DANS LES CAMPS SAHRAOUI AU SUD DE TINDOUF EN ALGÉRIE

Personnes bénéficiaires : 39 843 personnes (dont 38 450 femmes, 1 393 personnes handicapées, 1 000 femmes sensibilisées)

Budget : 600 000 €

Durée : 14 mois (janvier 2011 à février 2012)

Financement : Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO)

Partenaires : Ministère de l'équipement sahraoui -
Ministère de l'information sahraoui -
Secrétariat d'Etat à l'assistance sociale et à la promotion des femmes -
Croissant Rouge sahraoui

SOUTIEN AUX POPULATIONS RÉFUGIÉES SAHRAOUIES

Personnes bénéficiaires : 125 000 parmi les réfugiés les plus vulnérables.

Budget : 1 923 284 €

Durée : 12 mois (janvier 2012 à décembre 2012)

Financement : Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)

Partenaires : Ministère de l'équipement sahraoui - Ministère de l'information sahraoui -
Secrétariat d'Etat à l'assistance sociale et à la promotion des femmes -
Croissant Rouge sahraoui

ALGÉRIE

PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX RÉFUGIÉS D'ALGER

Personnes bénéficiaires : 136 réfugiés

Budget : 313 665 €

Durée : 12 mois (janvier 2012 à décembre 2012)

Financement : Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)

Partenaires : Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) -
Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant (NADA) - CARITAS Algérie





BIRMANIE

AMÉLIORATION DES SERVICES SOCIAUX DÉLIVRÉS PAR LES ASSOCIATIONS LOCALES ENVERS LES PERSONNES HANDICAPÉES AU MYANMAR

Personnes bénéficiaires : 3 600

Budget : 525 561 €

Durée : 27 mois (janvier 2011 à avril 2013)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid) - Fondation Lord Michelham of Hellingly

Partenaire : ONG birmane EDEN Center

SOUTIEN AUX PERSONNES DÉPLACÉES ET AUX COMMUNAUTÉS HÔTES DES ZONES DE DALA ET SEIKYI KHANAUNGDO PAR L'AMÉLIORATION DES SERVICES DE SANTÉ, D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES

Personnes bénéficiaires : 176 600 (dont 1 408 pour l'action de Triangle G H)

Budget : 541 000 €

Durée : 30 mois (janvier 2011 à juin 2013)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid)

Partenaire : Première Urgence Aide Médicale Internationale (PU_AMI)

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES ZONES RURALES DE L'ÉTAT DE CHIN

Personnes bénéficiaires : 4 614

Budget : 300 000 €

Durée : 13 mois (octobre 2012 à octobre 2013)

Financement : Ministère des affaires étrangères et européennes

Partenaire : ONG birmane AYO



COREE DU NORD - RPDC

AMÉLIORATION ET DIVERSIFICATION DES REPAS SERVIS AUX ENFANTS DANS LES INSTITUTIONS SOCIALES

Personnes bénéficiaires : 19 109

Budget : 1 025 989 €

Durée : 46 mois (janvier 2010 à octobre 2013)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid) - Ministère des affaires étrangères et européennes

Partenaires : Département d'aquaculture (au sein du Ministère nord-coréen des pêches) - Comités populaires de Hamhung et Sinhung - Fermes piscicoles nord-coréennes - l'Association (française) Pisciculture et Développement Rural en Afrique tropicale humide (APDRA)

SOUTIEN À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES INSTITUTIONS POUR ENFANTS À TRAVERS LE RENFORCEMENT ET LA SÉCURISATION DE LA PRODUCTION DES FERMES AQUACOLES DE SINHUNG ET YONGGWANG EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE ET DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

Personnes bénéficiaires : 16 088 personnes

Budget : 150 000 €

Durée : 10 mois (avril 2011 à janvier 2012)

Financement : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

Partenaire : Département d'aquaculture (au sein du Ministère nord-coréen des pêches)



AMÉLIORATION DE LA CONSOMMATION DE LAIT ET DE PRODUITS LAITIERS AU SEIN DES INSTITUTIONS POUR ENFANTS

Personnes bénéficiaires : 16 911 personnes

Budget : 1 389 894 €

Durée : 34 mois (novembre 2010 à août 2013)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid) - Ministère des affaires étrangères et européennes

Partenaire : Département nord-coréen de l'élevage

SOUTIEN À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES INSTITUTIONS POUR ENFANTS DÉPENDANTES DES FERMES DE SARIWON ET DAEANE EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE ET DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

Personnes bénéficiaires : 14 543 enfants, 1 932 salariés des 129 institutions et 436 salariés des fermes

Budget : 100 000 €

Durée : 9 mois (août 2011 à mai 2012)

Financement : Ministère des affaires étrangères et européennes

Partenaire : Département nord-coréen de l'élevage

AMÉLIORATION DE L'ALIMENTATION ET DE LA NOURRITURE POUR LES ENFANTS DANS LES INSTITUTIONS SOCIALES DE DAEANE ET SARIWON

Personnes bénéficiaires : 14 543 enfants dans 129 institutions

Budget : 140 000 €

Durée : 10 mois (août 2012 à juin 2013)

Financement : Ministère des affaires étrangères et européennes (Aide alimentaire programmée - AAP)

SOUTIEN À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES INSTITUTIONS POUR ENFANTS DÉPENDANTES DES FERMES LAITIÈRES ET PISCICOLES EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE ET DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

Personnes bénéficiaires : 29 474 enfants dans 257 institutions

Budget : 200 000 €

Durée : 10 mois (avril 2012 à février 2013)

Financement : Ministère des affaires étrangères et européennes

Partenaire : Ministères nord-coréen de l'agriculture et de la pêche

RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES D'EAU POTABLE ENDOMMAGÉES PAR DES TYPHONS DANS LA PROVINCE DE KANGWON EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE ET DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

Personnes bénéficiaires : 51 000

Budget : 62 000 €

Durée : 3 mois (septembre 2012 à décembre 2012)

Financement : Ministère des affaires étrangères et européennes (Centre de crise - CDC)

RÉHABILITATION DE LA LIGNE DE TRANSMISSION DU RÉSEAU D'EAU POTABLE DE LA VILLE DE MUNCHON SUITE AUX INONDATIONS DE 2012

Personnes bénéficiaires : 42 000

Budget : 9 074 €

Durée : 5 mois (septembre 2012 à février 2013)

Financement : Ambassade de Pologne en RPDC

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT POUR LES HABITANTS DE LA VILLE SOHUNG

Personnes bénéficiaires : 30 551 (habitants de Sohung)

Budget : 450 000 €

Durée : 24 mois (novembre 2012 à octobre 2013)

Financement : Agence suédoise pour le développement et la coopération (SIDA)

Partenaires : Ministère nord-coréen de la gestion de la ville (MOCM) - Institut nord-coréen des constructions et des matériaux

LAOS

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES AUTORITÉS LOCALES DANS LA DÉFINITION ET LA MISE EN ŒUVRE DE LEUR STRATÉGIE D'IRRIGATION AGRICOLE DANS LA PROVINCE DE KHAMMOUANE

Personnes bénéficiaires : L'ensemble de la population de la province

Budget : 146 490 €

Durée : 18 mois (novembre 2011 à avril 2013)

Financement : Région Rhône-Alpes - Triangle G H

Partenaires : Bureaux laotiens de l'agriculture et des forêts de la Province (PAFO) et des Districts (DAFO)

PROJET D'ASSISTANCE AUX POPULATIONS VULNÉRABLES AFFECTÉES PAR LE TYPHON HAIMA

Personnes bénéficiaires : 8 323 personnes

Budget : 250 000 €

Durée : 11 mois (mai 2012 à mars 2013)

Financement : Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO)

Partenaire : Service agricole laotien de la province et du district de Khammouane et de Hinboun

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

VERS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX EN FAVEUR DES ENFANTS DE LA RUE

Personnes bénéficiaires : 3 000

Budget : 457 228 €

Durée : 37 mois (novembre 2011 à novembre 2014)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid) - Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) - Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) - Secours catholique

Partenaire : Réseau en faveur des enfants des rues centrafricains (RFERC)

SOUTIEN D'URGENCE AUX POPULATIONS VICTIMES DE VIOLENCE DANS LE NORD-EST DE LA RCA

Personnes bénéficiaires : 17 100

Budget : 150 000 €

Durée : 12 mois (av 2011 à mars 2012)

Financement : Ministère des affaires étrangères et européennes



VERS UNE AMÉLIORATION DURABLE DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS AGRICULTRICES LES PLUS VULNÉRABLES DE LA OUAKA

Personnes bénéficiaires : 9 055 (22 villages)

Budget : 924 000 €

Durée : 36 mois (janvier 2011 à décembre 2013)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid) - Fondation Orange - Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)

Partenaires : Agence centrafricaine de développement agricole -
Agence centrafricaine de développement de l'élevage

VERS LE RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL ET STRUCTUREL DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES ÉCOLES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Personnes bénéficiaires : 47 200

Budget : 700 000 €

Durée : 42 mois (janvier 2011 à juin 2014)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid)

Partenaire : Fédération nationale des parents d'élèves centrafricains (FNAPEC)

VERS UN ACCÈS PÉRENNE À L'EAU POTABLE ET UN ENVIRONNEMENT SANITAIRE AMÉLIORÉ POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES DE LA OUAKA, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Personnes bénéficiaires : 9 725

Budget : 2 000 000 €

Durée : 44 mois (mai 2011 à décembre 2014)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid) - Agence française de développement (AFD) - Forum mondial de l'eau - Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Partenaires : Agence nationale pour l'eau et l'assainissement (ANEA) -
ONG centrafricaine Nourrir - Direction générale de hydraulique (DGH)

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS DE POPULATIONS MENACÉES PAR LA FAMINE DANS LE NORD-EST DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Personnes bénéficiaires : 11 000

Budget : 27 010 €

Durée : 3 mois (août 2012 à octobre 2012)

Financement : Programme alimentaire mondial (PAM)

Partenaire : ONG centrafricaine NDA

RÉPONDRE AUX BESOINS URGENTS DE LA POPULATION DANS LE NORD-EST DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Personnes bénéficiaires : 7 397

Budget : 272 000 €

Durée : 10 mois (mai 2012 à février 2013)

Financement : Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO)

Partenaires : ONG centrafricaine NDA

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RENFORCER LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LES ZONES TOUCHÉES PAR LES CONFLITS DANS LE NORD-EST DE LA RCA

Personnes bénéficiaires : 54 575 (10 915 ménages)

Budget : 300 000 €

Durée : 13 mois (février 2012 à février 2013)

Financement : Ministère des affaires étrangères et européennes (Comité interministériel de l'aide alimentaire - CIAA)

Partenaire : ONG centrafricaine NDA



SOUTIEN À L'AUTONOMISATION PROGRESSIVE DES RÉFUGIÉS SOUDANAIS DANS LEUR NOUVEAU SITE DE PLADAMA OUAKA

Personnes bénéficiaires : 2 100

Budget : 224 088 €

Durée : 12 mois (janvier 2012 à décembre 2012)

Financement : Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)

RÉPUBLIQUE DU CONGO

VERS UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE PROXIMITÉ AU SERVICE DE LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

Personnes bénéficiaires : 9 500

Budget : 268 656 €

Durée : 36 mois (décembre 2011 à novembre 2014)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid) - Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration

Partenaire : ONG congolaise FOJEP Développement et donateur privé

SOUTIEN AUX ACTEURS NON ÉTATIQUES DANS LEUR PARTICIPATION À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Personnes bénéficiaires : 16 000

Budget : 721 000 €

Durée : 48 mois (Décembre 2012 à Novembre 2016)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid) - Secours catholique

Partenaire : Caritas Congo

SOUDAN

SOUTIEN À LA DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE DES POPULATIONS RURALES DE L'ÉTAT DE GEDAREF

Personnes bénéficiaires : 36 000

Budget : 250 368 €

Durée : 7 mois (novembre 2011 à mai 2012)

Financement : Ministère des affaires étrangères et européennes (Comité interministériel de l'aide alimentaire - CIAA)

Partenaire : Département horticulture du Ministère de l'agriculture de l'Etat de Gedaref

CONTRIBUTION AU MAINTIEN D'UNE RÉPONSE DIRECTE AUX BESOINS ESSENTIELS DES POPULATIONS VULNÉRABLES, TOUT EN AUGMENTANT L'IMPLICATION DES POPULATIONS ET DES ACTEURS LOCAUX

Personnes bénéficiaires : 126 687

Budget : 1 530 000 €

Durée : 12 mois (mai 2011 à avril 2012)

Financement : Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) - Fonds humanitaire commun des Nations Unies (CHF)

Partenaires : Commission soudanaise des affaires humanitaires (HAC) - Ministère soudanais de l'environnement (WES) - ONG soudanaise Al Shorooq - Centre de coordination logistique des Nations Unies (UNJLC)



ASSISTANCE D'URGENCE AUX POPULATIONS VULNÉRABLES

Personnes bénéficiaires : 126 687, dont 20 415 personnes vulnérables souffrant d'handicap physique, de déficience mentale, de pauvreté extrême ou personnes isolées) – 158 employés locaux
Budget : 1 030 581 €

Durée : 12 mois (mai 2012 à avril 2013)

Financement : Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO)

Partenaires : Commission soudanaise des affaires humanitaires (HAC) - Ministère soudanais de l'environnement (WES) – Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) - Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) - ONG soudanaise Al Shorooq

SOUTIEN À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET AUX CAPACITÉS DE RÉSILIENCE DES POPULATIONS AFFECTÉES PAR LE CONFLIT DU DARFOUR

Personnes bénéficiaires : 180 000

Budget : 866 566 €

Durée : 12 mois (janvier 2012 à décembre 2012)

Financement : Ministère des affaires étrangères et européennes (Comité interministériel de l'aide alimentaire - CIAA) - Agences des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)

TIMOR ORIENTAL

AMÉLIORATION DES SERVICES D'EAU ET ASSAINISSEMENT DANS LES ZONES RURALES DU TIMOR-LESTE

Budget : 1 793 000 €

Durée : 36 mois (mai 2011 avril 2014)

Financement : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid) - Agence française de développement (ADF) - Fondation d'Entreprise Sogelink- Caritas

Partenaires : Naroman Timor Fond (NTF) - Direction timoraise nationale et régionale des services de l'eau et de l'assainissement

VIETNAM

CONTRIBUTION À L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT SANITAIRE DU DISTRICT 8

Personnes bénéficiaires : 408 000

Budget : 272 170 €

Durée : 24 mois (janvier 2011 à mai 2012)

Financement : Région Rhône-Alpes

Partenaire : Comité populaire du district

YEMEN

PROJET INTÉGRÉ DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE - DISTRICTS DE AL RAWDAH ET JARDAN - GOUVERNORAT DE SHABWAH

Personnes bénéficiaires : 26 500

Budget : 1 655 469 €

Durée : 36 mois (mai 2011 à avril) 2014

Financement : Yemen Liquefied Natural Gaz

Partenaire : Ministère yéménite de l'agriculture et de l'irrigation



“ Les faits qui ont marqué l’année ”

Le contexte sécuritaire s’est dégradé en 2012, avec l’enlèvement (fin 2011) de trois travailleurs humanitaires expatriés à Rabouni, heureusement libérés en juillet 2012. Cet événement, et l’évolution défavorable de la situation dans la région, au Mali en particulier, ont entraîné des modifications des modes opératoires de l’ensemble des acteurs humanitaires dans les campements sahraouis, avec une réduction de la présence expatriée et la mise en place d’un système de gestion adapté (missions d’expertise courtes, formation du personnel national, suivi depuis Alger).

Algérie



Birmanie

Depuis 2011, les signes d’ouverture démocratique se multiplient dans le pays (élections législatives de 2012 ayant permis l’entrée d’Aung San Suu Kyi au Parlement, libération de prisonniers politiques, plus grande liberté de la presse et de manifestation). Les relations diplomatiques avec les États-Unis et l’UE se sont par conséquent améliorées, et les sanctions internationales ont été allégées. Pour autant, le processus de démocratisation à l’œuvre est loin d’être achevé, les bailleurs internationaux demeurent encore prudents face à cette évolution, et affinent leur stratégie avant de lancer des programmes d’assistance et de coopération de grande ampleur. Par ailleurs, cette ouverture s’accompagne d’une importante libéralisation économique laissant présager une forte inflation et l’aggravation des inégalités sociales. Triangle G H doit adapter ses programmes à cet environnement en pleine mutation, tant à Yangon que dans les provinces.

Congo Brazzaville

Nos projets sont entrés dans une nouvelle dynamique, avec notamment une action d’envergure financée par la Direction générale développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid) et Caritas France. Il s’agit de soutenir les groupements d’intérêt agricole (GIA) et d’optimiser l’utilisation des ressources existantes (terres, marchés et débouchés locaux, support institutionnel...) pour améliorer les conditions de vie des communautés rurales et contribuer à éradiquer l’extrême pauvreté. Affirmant sa volonté de promouvoir les acteurs du sud, Triangle G H a choisi Caritas Congo comme porteur officiel du projet. Par ailleurs, deux missions d’étude ont été conduites, l’une en direction de la protection de l’enfance en partenariat avec l’association congolaise REIPER (Réseau des Intervenants sur le Phénomène des Enfants de la Rue), l’autre en vue d’un programme de développement agropastoral avec le Conseil départemental du POOL au sud du pays. Nous espérons que ces missions déboucheront sur la mise en œuvre de nouveaux programmes dans le courant de l’année 2013.



Suite au typhon Haima qui a frappé la zone de Khammouane où Triangle G H intervient depuis 2006, un programme au bénéfice des populations affectées a été mis en œuvre grâce au soutien de la DG ECHO. Ce programme de relance des activités agricoles et d'élevage inclut également un volet de distribution de subventions en nature afin de permettre aux populations, dans ces zones reculées, de faire face à leurs besoins principaux en nourriture. Cette méthodologie devrait être renouvelée en 2013 sur d'autres missions.

Laos

Les rebelles du Séléka, mouvement composé de quatre groupes centrafricains, ont pris le contrôle de 80% du pays avant d'être stoppés par les forces tchadiennes de la CEEAC (Communauté économique des états d'Afrique centrale). Informés en amont de l'avancée du mouvement rebelle, nous avons évacué les équipes installées à Bambari le 12 décembre vers la capitale centrafricaine Bangui, et avons été contraints de suspendre une grande partie de nos activités dans le pays (accès à l'eau potable, sécurité alimentaire et aide aux réfugiés).

République Centrafricaine



38

fé 2012



Soudan

Une décision gouvernementale a brusquement mis fin aux activités conduites par sept organisations humanitaires dans l'est du Soudan, dont celle de Triangle G H dans l'État de Gedaref. Le Forum des ONG internationales du Soudan a déploré cette décision, soulignant que les organisations visées apportaient de l'aide à plus de 600 000 personnes. Si nous n'avons pas définitivement renoncé à intervenir dans l'état de Gedaref, il nous faudra obtenir de nouveau les autorisations requises de la part du gouvernement soudanais, mais également convaincre nos partenaires bailleurs de fonds, alarmés par l'arrêt brutal des programmes en cours en juin 2012, de se joindre à nouveau à cette action.

Vietnam

Triangle G H se retire après 11 ans de travail auprès des jeunes défavorisés de la ville d'Hô-Chi-Minh-Ville et transfère au ministère des Affaires Sociales vietnamien la gestion de l'école hôtelière dédiée à leur formation, dont la pérennité est désormais assurée. Grâce à un investissement de près d'un million d'euros en 11 ans, 550 des 950 jeunes qui ont intégré l'école ont achevé leur formation, et le taux de placement en entreprise frôle les 100%. Une part importante de ce succès revient à la Région Rhône-Alpes, qui a partagé notre conviction que le temps et l'obstination sont nécessaires au développement d'un projet, et qui a apporté à cette action, depuis l'origine et pendant plus de dix ans, un soutien constant et conséquent. ■

“ l'équipe lyonnaise, siège national de l'association ”

DIRECTION GÉNÉRALE

Christian Lombard
Patrick Verbruggen

ADJOINT DE DIRECTION

Jean-Luc Jouhaneau

RESPONSABLE DE GESTION

Mounir Attallah

CHARGÉ DE GESTION

Arnaud Loutoby

RESPONSABLES DE MISSIONS

Ivan Deret (Afrique)
Anne Tréhondart (Asie)

CHARGÉS DE PROGRAMMES

Olivier Corbet (Afrique)
Guillaume Mongellaz (Asie)

PÔLE TECHNIQUE

Gilles Groizeleau
*Responsable Socio-éducatif
et psychosocial*
Eric Martin
*Responsable Génie civil
et construction*
Lionel Roux
*Responsable Sécurité alimentaire
et développement rural*
Joël Terville
*Responsable Eau, hygiène
et assainissement*

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Alexandra Bourdekas

CHARGÉE DES RESSOURCES HUMAINES

Laurence Lelièvre

CHARGÉE DES PARTENARIATS PRIVÉS

Félicie Monneret

COMPTABILITÉ

Sylvie Houel

ASSISTANTE ADMINISTRATIVE

Jacqueline Bonnet / Sophie Dreyer

ASSISTANTE SERVICES GÉNÉRAUX

Melissa Grosset

ASSISTANT DE GESTION

Jean Karol Lecat

AGENT D'ENTRETIEN

Saliha Djemai

Sur le terrain, la constitution des équipes varie en fonction des activités en cours.

Elles sont généralement composées d'un chef de mission, d'un administrateur et de chefs de projet.

En 2012, 55 personnes salariées expatriées ont pris part aux activités de l'association ainsi que 488 collaborateurs recrutés dans leur pays d'origine.

“ Le Conseil d'administration de l'association au 31 décembre 2012 ”

Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale annuelle pour 3 années renouvelables. Ils exercent leur fonction bénévolement. Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre. Chaque Conseil est précédé d'une réunion de Bureau (président, trésorier et secrétaire) qui prépare, avec la direction générale de l'association, les réunions du CA.

PRÉSIDENT

Stéphane Mercado
Employé - Decaux

VICE-PRÉSIDENTE

Véronique Valty
Consultante en communication

TRÉSORIER

Victor Bérard
*Ancien expert-comptable
et commissaire aux comptes*

TRÉSORIER ADJOINT

Christophe Cloarec
Informaticien

SECRÉTAIRE

Bertrand Quinet
*Responsable de formation
Institut Bioforce*

MEMBRES

Olivier Brachet – *Vice-président de la communauté urbaine de Lyon*
Cédric Bréda – *Électricien*
Didier Dematons – *Réalisateur (audiovisuel)*
Patrice Houel – *Directeur commercial KSB Services*
Yves le Sergent – *Administrateur Biennales de Lyon*
Philippe Merchez – *Photographe et enseignant*
Monique Montel – *Ancien cadre du secteur médico-social*
Bernard Mourenas – *Consultant informatique*

Trois commissions mixtes, composées de salariés et de membres du Conseil d'Administration, se réunissent régulièrement pour préparer les dossiers qui seront soumis au débat et/ou au vote du Conseil d'administration.

Ces commissions « techniques » (stratégie générale, programmation, et communication) n'ont pas de rôle décisionnaire.

Elles ont par ailleurs – avec les membres du Bureau (président, trésorier et secrétaire) – une fonction de contrôle interne et de prévention des risques.

“ Perspectives 2013 Aide aux réfugiés syriens en Jordanie et au Kurdistan irakien ”

Au cours des deux dernières années, la guerre menée par le régime de Bachar el-Assad contre sa propre population civile a provoqué une crise humanitaire critique et poussé les Syriens touchés par le conflit à fuir vers les pays voisins où ils résident, pour la majorité, dans les communautés locales.

La Jordanie et le Kurdistan irakien ont du faire face depuis le début de l'année 2013 à un afflux de réfugiés syriens. Une mission d'étude a été conduite en février puis mars 2013 dans ces deux pays.

Triangle G H prévoit d'intervenir principalement auprès des réfugiés urbains et des populations hôtes, avec pour objectifs :

- la réhabilitation/maintenance des logements ;
- l'assistance psychosociale (adultes et enfants) ;
- la distribution de denrées alimentaires ;
- le soutien spécifique aux personnes handicapées.



Le 15 mars 2013 a marqué les deux ans du début de la révolution syrienne

Soulèvement populaire inspiré des révolutions en Tunisie et en Égypte, le mouvement s'est rapidement transformé en conflit armé entre les forces gouvernementales syriennes et l'Armée Syrienne Libre (ASL), groupe d'opposition au régime de Bachar el-Assad constitué de militaires syriens déserteurs.

Selon les Nations Unies, plus de 70 000 personnes ont été tuées, des dizaines de milliers d'autres ont été blessées, ont disparu ou ont été emprisonnées.

Face à l'ampleur des violences, 4 millions¹ de Syriens ont été déplacés à l'intérieur du pays et des centaines de milliers ont été contraints de se réfugier dans les pays limitrophes².

Cet exode massif ne cesse de s'amplifier depuis le début de l'année 2013, dépassant les projections des acteurs humanitaires. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) a publié en décembre 2012 son plan d'action couvrant la période de janvier à juin 2013. Dès le mois de février, les chiffres prévus pour l'Irak et le Liban étaient atteints.

Le 5 mars 2013, le nombre total de réfugiés enregistrés par l'UNHCR atteignait le million de personnes, la moitié étant des enfants.

1 •
Décembre 2012 –
Nations Unies

2 •
21 février 2012 –
Nations Unies :
Liban (305 753),
Jordanie (285 856),
Turquie (182 621),
Irak (96 270),
Égypte (16 150).

Situation en Jordanie

Camps de Za'atari - Jordanie

Les Nations Unies prévoient que le nombre de réfugiés atteindrait les 300 000 personnes en juin 2013. Ce chiffre a été revu à la hausse ces dernières semaines. Le gouvernement jordanien, qui maintient son engagement à garder ses frontières ouvertes, estime quant à lui que le million de réfugiés sera atteint d'ici la fin de l'année 2013. Le coût direct de la prise en charge des réfugiés devrait atteindre 1 milliard de dollars cette année, soit l'équivalent de la moitié du déficit budgétaire de la Jordanie.



En février 2013, 51% des réfugiés enregistrés auprès de l'UNHCR vivent en zone urbaine, principalement à Amman, dans le nord du pays, et dans une moindre mesure dans le sud. On peut cependant supposer que les chiffres sont plus élevés : les réfugiés ne s'enregistrent pas systématiquement auprès de l'UNHCR³ par manque d'information, par peur de devoir donner leur identité ou bien parce qu'ils ont quitté illégalement le camp de Za'atari (environ 300 personnes par jour).

Situation au Kurdistan irakien

L'est du territoire syrien, peuplé majoritairement par des Kurdes et des bédouins, a été tardivement touché par les violences, les parties kurdes en place ayant pris la décision de soutenir le régime de Bachar el-Assad en contrepartie de l'acquisition de la nationalité syrienne pour une centaine de milliers de sans-papiers. Dès 2012 cependant, la jeunesse kurde a commencé à prendre part aux manifestations populaires, durement réprimées par le régime.

Les combats entre l'Armée Syrienne Libre et les forces gouvernementales dans la ville de Deir Ezzor et ses environs ont poussé, dès le mois de mai 2012, des milliers de Syriens (majoritairement Kurdes) vers le Kurdistan irakien. L'exode est devenu massif au début de l'année 2013 : début mars, 105 326 Syriens étaient enregistrés auprès de l'UNHCR, avec environ mille arrivées par jour. Pour le seul mois de février, 20 000 nouvelles personnes ont été officiellement enregistrées. ■



“ Augmenter l’impact de l’action en partageant nos valeurs ”

Si le secteur économique privé est souvent défini comme « en crise » ces dernières années, il vit dans le même temps une mutation importante par la généralisation et la diffusion du concept de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Celles-ci consultent leurs parties prenantes, intègrent les conséquences de leurs activités dans leur modèle économique, affinent leur compréhension de leur environnement naturel, social et historique.



42

triangle génération humanitaire rapport d'activité 2014

La recherche sincère de l’amélioration des pratiques et de la diminution de l’impact social et environnemental des activités des entreprises ouvre un champ de travail commun entre les organisations à but non lucratif comme Triangle G H et les entreprises. Le mécénat, plus classique mais mieux connu, constitue en outre toujours un espace de collaboration important dans le cadre duquel Triangle G H sollicite des fondations privées et/ou des entreprises directement.

En 2011 et 2012 Triangle G H a travaillé avec l’entreprise de conseil Be-linked¹ pour construire une offre aux entreprises dont les secteurs techniques ou les lieux de travail sont proches de ceux de l’association.

La stratégie suivante a été définie :

Triangle G H, qui s’ouvre à toutes les entreprises intéressées à s’associer à ses activités de réhabilitation et de développement, choisit de concentrer sa recherche de partenaires en fonction de quatre objectifs principaux :

- Cofinancer des projets reconnus d’intérêt public par ses partenaires institutionnels ;
- Développer sa capacité d’innovation et de prospective (nouveaux terrains et nouvelles méthodologies d’intervention) ;
- Financer des projets en autonomie ;
- Évaluer à long terme les projets réalisés et capitaliser les savoir-faire selon les axes stratégiques de l’association.

Triangle G H privilégiera une collaboration avec le secteur privé suivant trois niveaux d’approche :

- La poursuite d’expériences enrichissantes de mécénat, la réponse aux appels à projets et manifestations d’intérêt d’entreprises et de fondations ;

- *L'interaction avec des entreprises multinationales et groupements d'intérêts avec lesquels l'association pourra contribuer à améliorer la prise en compte des dimensions sociales, environnementales et économiques au sein de leur chaîne de valeur ;*
- *La sensibilisation et la coopération avec les groupes portant le dynamisme et l'innovation de la région Rhône-Alpes, ancrage naturel de Triangle G H, à travers un Club « Impact & Innovation ».*

Capitalisation et échange d'expériences constitueront la base de partenariats innovants pour construire ensemble de la valeur autour des questions de prospective des métiers du développement.

Triangle G H a choisi de créer un poste à plein temps dédié au développement des partenariats avec le secteur privé. Plusieurs profils possibles ont été envisagés pour ce poste, et l'association a finalement opté pour un recrutement interne², l'expérience de terrain et la connaissance des programmes étant

fondamentales pour la construction de ces nouveaux partenariats. C'est en effet en parlant avec précision de ses métiers, de ses spécificités et de ses zones d'intervention que l'association souhaite convaincre les entreprises de soutenir ses projets. Celles-ci pourront trouver avec Triangle G H des modalités de collaboration adaptées à la fois à leur recherche et à la réponse aux besoins vitaux des populations bénéficiaires, qui demeure la ligne directrice de tous les partenariats.

L'association bénéficie déjà du soutien de plusieurs entreprises. Il s'agit aujourd'hui de trouver de nouveaux partenaires, de favoriser la collaboration avec d'autres acteurs. Le dernier trimestre 2012 a permis de rencontrer plusieurs entreprises et fondations d'entreprises, rhônalpines ou non. L'enjeu est dans un premier temps de multiplier les contacts afin de renforcer le réseau de Triangle G H, pour baser ces nouveaux soutiens sur des synergies qui profiteront également aux partenaires qui souhaiteront s'investir dans le club d'entreprises que l'association compte créer en 2013. ■

1 • Be-Linked - Business & Community Intelligence est un cabinet de conseil en stratégie et management totalement dédié à la relation ONG-entreprise. www.be-linked.net

2 • Félicie Monneret, responsable de missions depuis 5 ans à Triangle G H et travaillant dans l'action humanitaire depuis 7 ans

Coordination humanitaire et développement

Le rapport d'Alain Boinet et Benoît Miribel, « Analyse et propositions sur l'action humanitaire d'urgence dans les situations de crise et de post-crise », a donné lieu à une Conférence Nationale Humanitaire le 16 novembre 2011, à l'issue de laquelle le ministre d'État, Alain Juppé, a demandé à ses services d'élaborer une stratégie humanitaire de la France, en concertation avec les acteurs et ONG humanitaires.

La « Stratégie humanitaire de la République française » a été adoptée en juillet 2012.

L'urgence, évidente pour les ONG humanitaires, de consolider la cohérence, l'efficacité et l'influence de l'action humanitaire - tant auprès des pouvoirs publics, de l'Union européenne que des sociétés civiles - a conduit les nombreux ateliers de réflexion participant au processus d'élaboration de cette stratégie à initier l'idée d'un groupe de concertation, qui a pris le nom de Coordination Humanitaire et Développement (CHD).

Le ministre d'État Laurent Fabius a reçu les responsables des organisations humanitaires le jeudi 4 octobre 2012, et a validé la Coordination Humanitaire et Développement en tant qu'interlocuteur privilégié, en concertation régulière avec le Centre de Crise et les pouvoirs publics, afin de définir les actions prioritaires et d'élaborer l'agenda des futures rencontres, tout en soulignant le potentiel des organisations, leur représentativité, leur expérience et leur savoir-faire. Cette coalition ne doit en effet pas être un frein à l'expression de positions et de points de vue divergents, les organisations demeurant souveraines et agissant en toute indépendance au service de l'impartialité des secours basés sur les seuls besoins vitaux des populations en danger, en résonance avec le Consensus Européen sur l'Aide Humanitaire.

Deux réunions de concertation se sont tenues depuis au Centre de Crise du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes avec les acteurs impliqués dans la Coordination Humanitaire et Développement, durant lesquelles les propositions des ONG humanitaires ont été réellement et sérieusement prises en compte.

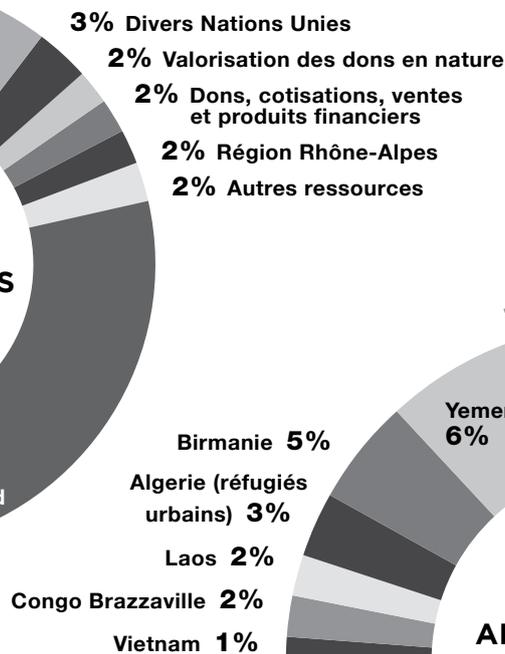
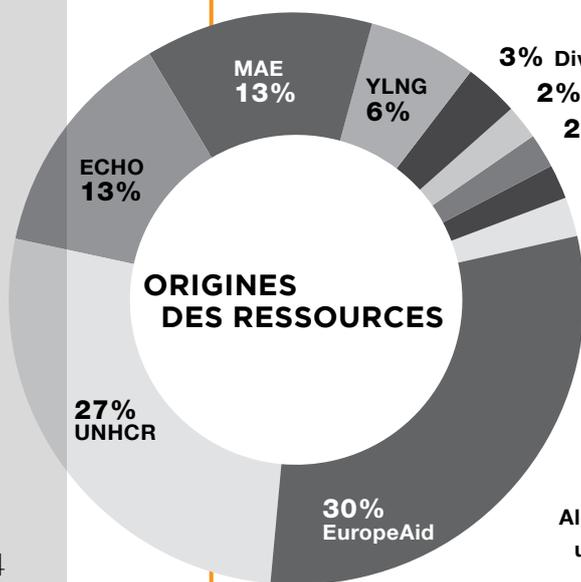
La concertation entre l'État et les ONG - dans la mesure où chaque interlocuteur demeure dans son rôle et ses responsabilités - est un progrès notable, qui doit conduire à des améliorations concrètes en matière de solidarité internationale.

Le lundi 6 mai 2013, la Coordination Humanitaire et Développement s'est constituée en association loi 1901, tous ses membres sont des organisations de solidarité internationale et de développement. ■

ORIGINE ET EMPLOIS DES RESSOURCES

BUDGET 2012 : 11 121 K€

(DONT 216 K€ DE VALORISATION)



■ **EuropeAid** : Direction générale développement et coopération de la Commission européenne ■ **UNHCR** : Agence des Nations Unies pour les réfugiés ■ **ECHO** : Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne ■ **MAE** : Ministère français des affaires étrangères et européennes ■ **YLANG** : Yémen LNG Company¹ ■ **Divers Nations Unies** : PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement (Common Humanitarian Fund), UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'enfance, PAM - Programme Alimentaire Mondial, FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ■ **Valorisation des dons en nature** : UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'enfance, UNOPS - Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets et apports des communautés locales ■ **Autres ressources** : Fondation Lord Michelham of Hellingly, Fondation d'entreprise Sogelink, AUSAID - Agence australienne pour le développement international, SIDA - Agence suédoise pour le développement et la coopération, DRC - Danish Refugee Council, Ambassade de Pologne en Corée du Nord, Fondation Orange, CCFD Terre solidaire, Ambassade de Grande Bretagne en Corée du Nord, Agence Française de Développement.

BILAN ACTIF	31/12/2012			31/12/2011
	BRUT	AMORT. & PROV.	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	1 075	1 075	-	-
Immobilisations corporelles				
Constructions	220 000	66 774	153 226	167 893
Autres immobilisations corporelles	641 715	480 512	161 203	202 864
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	5 782	-	5 782	5 782
TOTAL (I)	868 573	548 362	320 211	376 539
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises	6 123	-	6 123	3 685
Créances d'exploitation				
Créances usagers et comptes rattachés				
Autres créances	5 471 491	33 291	5 438 200	9 579 891
Valeurs mobilières de placement	460 339		460 339	19
Disponibilités	1 258 428		1 258 428	582 358
Charges constatées d'avance	11 244		11 244	2 527
TOTAL (II)	7 207 625	33 291	7 174 334	10 168 480
TOTAL GENERAL (I À V)	8 076 198	581 653	7 494 545	10 545 019

BILAN PASSIF	31/12/2012	31/12/2011
	NET	NET
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Report à nouveau	1 022 130	745 476
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	-37 226	276 654
Autres fonds associatifs		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	31 562	35 897
TOTAL (I)	1 016 466	1 058 027
Comptes de liaison (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	32 356	72 518
TOTAL (III)	32 356	72 518
DETTES (I)		
Facilité de caisse Crédit Coopératif	200 000	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	224 058	254 223
Emprunts et dettes financières divers	929	1 007
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	235 528	384 843
Dettes fiscales et sociales	221 078	310 937
Produits constatés d'avance	5 564 130	8 463 463
TOTAL (V)	6 445 723	9 414 474
TOTAL GENERAL (I À VI)	7 494 545	10 545 019

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2012	31/12/2011
	TOTAL	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	1 325	-
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 325	-
Subventions d'exploitation	10 718 614	11 902 826
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	65 586	132 201
Collectes	11 268	10 584
Cotisations	420	300
Autres produits	7 373	9 592
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1) (I)	10 804 586	12 055 504
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	3 795	25
Variation de stocks	-2 438	-211
Autres achats et charges externes	8 636 054	9 508 305
Impôts, taxes et versements assimilés	70 402	102 746
Salaires et traitements	1 421 274	1 522 912
Charges sociales	542 456	571 776
Dotations aux amortissements sur immobilisations	109 069	118 108
Dotations aux provisions sur actif circulant	-	61 214
Dotations aux provisions pour risques et charges	24 052	-
Autres charges	7 763	93 359
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3) (II)	10 812 428	11 978 233
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-7 842	77 271
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	38 640	107 401
Différences positives de change	57 471	154 113
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	246	3 159
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	96 356	264 672
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	30 863	18 806
Différences négatives de change	98 189	70 671
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	129 052	89 477
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-32 696	175 195
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	-40 538	252 466
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 137	25 739
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	4 137	25 739
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	825	1 552
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	825	1 552
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	3 312	24 187
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	10 905 080	12 345 916
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX)	10 942 306	12 069 262
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	-37 226	276 654
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	-37 226	276 654
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Dons en nature	216 000	393 149
TOTAL	216 000	393 149
Charges		
Personnel bénévole	216 000	393 149
TOTAL	216 000	393 149

NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES ET BAILLEURS DE FONDS EN 2012



Merci à l'Ambassade de Pologne et à l'Ambassade de Grande Bretagne en Corée du Nord,
au Comité d'entreprise de TEFAL, à tous nos donateurs et bénévoles



GENERATION HUMANITAIRE

organisation de solidarité internationale

1 rue montriblond :: 69009 Lyon
T : +33 [0]4 72 20 50 10 :: F : +33 [0]4 72 20 50 11
info@trianglegh.org :: www.trianglegh.org

Association loi 1901 créée en 1994, enregistrée à la Préfecture du Rhône N°W691052256